

Discours du budget 2017-2018

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Monsieur Robert C. McLeod
Ministre des Finances

**Deuxième session de la
Dix-huitième Assemblée législative**

1^{er} février 2017

Introduction

Monsieur le Président, la tradition veut qu'au moment de livrer son discours sur le budget annuel, tout ministre des Finances canadien porte des chaussures neuves, symbole de l'orientation budgétaire choisie. Aujourd'hui, je porte des mukluks, pour me rappeler d'où nous venons et l'importance de ce que nous faisons pour les résidents de toutes les collectivités ténoises, petites et grandes.

Un discours du budget ne sert pas seulement à décrire les activités importantes dans lesquelles le gouvernement compte investir durant l'exercice financier à venir. On y explique aussi comment le gouvernement utilisera les ressources publiques qui lui ont été confiées. Mes mukluks évoquent mon passé, mais elles me rappellent aussi que les décisions que nous prenons, que ce soit par rapport à ces investissements ou à la gestion de ces ressources, touchent tant la génération actuelle que les générations futures.

Au début du mandat de la 18^e Assemblée législative, les députés de cette Chambre ont travaillé de concert pour définir un mandat dont la réalisation créerait une population, des familles et des collectivités fortes se partageant les bienfaits et assumant la responsabilité de la viabilité écologique et de la prospérité des Territoires du Nord-Ouest.

En juin dernier, nous avons tracé la voie avec notre premier budget, en faisant des choix difficiles pour assainir nos finances. Le budget 2017-2018 suit la même orientation pour garantir la pérennité des programmes et des services de base dont la population ténoise a besoin et concrétiser les priorités de la présente Assemblée législative.

Alors que nous entamons la deuxième année de notre mandat, nos priorités sont claires. En voici le résumé.

Nous voulons favoriser l'éducation permanente, le développement des compétences, la formation et l'employabilité. Nos enfants doivent partir du bon pied. Nous devons veiller à ce qu'ils aient toutes les occasions possibles de mener une vie gratifiante et bien remplie. Nous devons nous assurer que les résidents du Nord ont les compétences et la formation nécessaires pour occuper les emplois sur le marché dans les prochaines décennies.

Nous voulons faire baisser le coût de la vie pour les Ténos en augmentant le nombre de logements abordables, en favorisant l'utilisation des technologies écoénergétiques, et en fournissant des infrastructures qui réduisent les facteurs de coût importants, tant pour la population que l'industrie.

Nous voulons favoriser la sécurité et le bien-être des collectivités en offrant des programmes sociaux de base qui aident nos résidents à avoir un mode de vie sain.

Nous voulons investir dans notre économie, encourager la diversification, devenir un chef de file de l'intendance environnementale et créer des occasions d'affaires et d'emploi pour les Téoïis.

Nous voulons être un gouvernement plus responsable et plus transparent, et collaborer avec les gouvernements autochtones et locaux, le gouvernement fédéral, les industries et la population pour assurer notre prospérité.

Bref, nous voulons investir aujourd'hui dans un avenir meilleur, sans nous ruiner pour autant.

Le présent budget vise donc à construire un avenir florissant sur des fondations financières durables. Il s'inscrit dans notre stratégie de faire les investissements essentiels pour renforcer nos collectivités et faire progresser notre économie alors que la croissance des recettes est nulle.

Perspectives économiques

Monsieur le Président, les perspectives économiques des Territoires du Nord-Ouest sont encore contrastées. Nous n'avons pas enregistré de croissance en 2016, mais nous prévoyons une progression plus rapide qu'ailleurs au pays cette année. En effet, l'activité économique sera stimulée par la première année complète de production commerciale de notre plus récente mine de diamants et une hausse de la production diamantaire en général. Toutefois, n'oublions pas que sous ces prévisions de forte croissance se cachent des signes toujours aussi inquiétants pour l'économie.

Le secteur des ressources non renouvelables nous a été profitable par le passé, et est encore la pierre angulaire de notre économie. Lorsque nous avons fermé la dernière mine d'or, nous avons ouvert une première mine de diamants. Certes, notre territoire compte trois mines de diamants de calibre mondial offrant de bons emplois bien rémunérés, mais cela ne signifie pas pour autant que tout va bien. Le secteur pétrolier et gazier ne se redressera pas à court terme, comme l'indiquent des soumissions qui nous ont été retournées en décembre. En outre, même si la production diamantaire augmentera prochainement, les investissements dans l'exploration minière, eux, ont chuté de moitié de 2015 à 2016, ce qui n'est pas de bon augure pour la découverte et le développement de la prochaine génération de mines des Territoires du Nord-Ouest.

Les Territoires du Nord-Ouest rivalisent avec le marché mondial, qu'il s'agisse de commercialiser des diamants ou d'attirer des touristes. C'est pourquoi nous demeurons dépendants de la conjoncture financière mondiale, des mouvements de change et de la stabilité de l'économie globale.

Nous répétons depuis plusieurs années qu'il faut développer notre industrie des ressources et diversifier notre économie. N'oublions pas que ces mines de calibre mondial ne sont pas éternelles, et que la prochaine fermeture pourrait survenir d'ici sept ans seulement.

Alors, ne laissons pas notre avenir au hasard.

Nous devons soutenir l'expansion et la diversification de l'économie, ce qui créera des débouchés pour les entreprises et des emplois. Puisque les taux d'intérêt sont actuellement très bas, emprunter ne coûte presque rien. En fait, le défi n'est pas d'accéder au financement, mais bien d'attirer des capitaux – c'est particulièrement vrai pour l'industrie minière, qui exige des capitaux importants. Les investissements stratégiques du GTNO dans les transports, les communications et des infrastructures énergétiques contribueront à tirer les coûts vers le bas et à rendre les occasions d'affaires plus viables.

Nous devons aussi créer un environnement favorable à l'innovation et à la prise de risques pour les résidents et les entreprises afin d'assurer la durabilité de notre économie.

Enfin, on ne saurait bâtir un avenir prospère sans investir dans les résidents. Nous devons pouvoir compter sur une main-d'œuvre instruite et en santé qui pourra profiter des occasions offertes aux Territoires du Nord-Ouest.

Stratégie budgétaire

Monsieur le Président, cette Assemblée a hérité d'une situation budgétaire non viable. Les prévisions établies avant notre premier budget nous indiquaient qu'à moins de se retrousser les manches, le GTNO commencerait à accumuler les déficits dès 2018-2019. Or, pour absorber un déficit de fonctionnement, il faut emprunter, ce qui fait augmenter la dette nette.

Nous avons donc pris des décisions difficiles l'an dernier, soit celles de réduire nos dépenses et de rééchelonner nos fonds en vue d'assainir nos finances et de concrétiser les priorités de la 18^e Assemblée législative. Le budget 2017-2018 fait partie d'un plan pluriannuel visant à ramener le GTNO à la viabilité financière.

Nous prévoyons dépenser 1,7 milliard de dollars en 2017-2018 pour fournir les programmes et services gouvernementaux et avons approuvé un budget des immobilisations de 266 millions de dollars. Rappelons qu'autant nos dépenses de fonctionnement que nos dépenses en immobilisations doivent être financées par nos recettes de 1,9 milliard de dollars.

Conformément à notre Politique de gestion responsable des finances, nous réussissons à maintenir nos dépenses de fonctionnement en deçà de nos recettes depuis sept ans. Toutefois, durant cette période et même auparavant, nous avons emprunté pour investir dans les infrastructures et faire d'autres dépenses en immobilisations. Résultat : nous réempruntons année après année, et notre dette ne cesse de grimper. C'est le cas surtout de notre dette à court terme, qui devrait atteindre 320 millions de dollars d'ici la fin 2016-2017. Cette Assemblée devait donc faire un choix : commencer à rembourser cette dette pour retourner à la viabilité financière ou sabrer les dépenses en immobilisations et les dépenses de fonctionnement du GTNO. C'était la seule autre possibilité.

Notre stratégie budgétaire est simple : réduire les dépenses liées aux programmes et aux services en préservant les programmes et services de base, et financer nos besoins actuels en infrastructures sans faire grossir notre dette à court terme. De plus, nous devons gérer prudemment la croissance de notre budget de fonctionnement et d'entretien pour éviter qu'il dépasse celle de nos recettes. Nous devons faire moins appel aux emprunts à court terme pour financer nos activités. Autrement dit, nous ne devons pas dépenser l'argent que nous n'avons pas.

Cette stratégie fonctionne même si on ne prévoit pas de croissance des recettes à moyen terme. Nous réduisons et rééchelonons les dépenses, et faisons augmenter les rentrées d'argent partout où c'est possible sans compromettre l'existence des programmes et des services essentiels. Nous sommes néanmoins confrontés à des choix difficiles, car nous devons trouver l'équilibre entre prestation de services et investissements dans les infrastructures, partout aux Territoires du Nord-Ouest, dans les limites de notre mandat et de notre situation financière.

Suivant la voie tracée par le budget 2016-2017, le présent budget prévoit une réduction des dépenses de 27 millions de dollars. Au total, environ 100 millions de dollars seront récupérés durant le mandat de la 18^e Assemblée législative grâce à la réduction des dépenses et à des initiatives génératrices de recettes. Si nous gardons le cap sur notre stratégie budgétaire et mettons en place les mesures prévues, nous diminuerons notre endettement dans les trois prochaines années tout en respectant les promesses faites durant notre mandat.

Points saillants du budget

Nous proposons un budget de fonctionnement et d'entretien de 1,7 milliard de dollars, soit 0,4 % de moins par rapport aux estimations révisées de 2016-2017. Les recettes totales devraient augmenter de seulement 0,7 % comparativement à l'an dernier, pour atteindre près de 1,9 milliard de dollars.

Bien que nous réalisons 68 millions de dollars d'économies en supprimant des programmes qui devaient déjà prendre fin en 2017-2018 et en réduisant les dépenses dans d'autres programmes, nous ajoutons 55 millions de dollars pour financer de nouvelles initiatives et améliorer les programmes restants.

Grâce aux dures décisions que nous avons prises, nous dégagerons un excédent de fonctionnement de 167 millions de dollars. Après avoir soustrait les dépenses en immobilisations, nous devrions tout de même terminer 2017-2018 avec un excédent de trésorerie de 15 millions de dollars. Cette somme est peut-être bien modeste, mais il s'agira de la deuxième fois seulement en dix ans que le GTNO produira un excédent au lieu d'alimenter sa dette à court terme. En toute humilité, je crois que ces efforts budgétaires nous permettent enfin de commencer à délaissier les emprunts à court terme, dont nous avons abusé.

Recettes

Monsieur le Président, au début du mandat de la 18^e Assemblée législative, nous avons revu notre régime d'imposition pour nous assurer d'avoir assez de recettes pour financer les programmes et services importants, tout en encourageant les gens à travailler et à vivre aux TNO et en incitant les entreprises à investir dans notre économie. Comme d'habitude, il nous faut tenir compte d'un problème bien réel, soit le coût élevé de la vie sur notre territoire : les quelques solutions qui nous permettraient d'engranger des recettes appréciables appauvriraient les familles et les résidents, et risqueraient de décourager les investissements des entreprises et de miner la croissance économique.

Bien que nous ne créons aucune taxe avec le présent budget, nous comptons ajuster certaines taxes et certains frais en fonction de l'inflation et du coût réel de la prestation de services. De plus, nous allons augmenter la taxe sur le tabac de 30,4 cents par cigarette et de 27,2 cents par gramme de tabac en vrac, dès le 1^{er} avril 2017.

Nous proposons des modifications à la *Loi sur les fonds renouvelables* afin d'établir un fonds renouvelable au bénéfice de l'aéroport de Yellowknife. Les revenus produits par l'aéroport

serviraient à financer les dépenses en immobilisations et les dépenses de fonctionnement et d'entretien courantes. Ce fonds donnerait à l'aéroport la marge de manœuvre nécessaire pour mieux soutenir les transporteurs aériens et offrir plus de services aux voyageurs, en plus de créer des occasions d'affaires et de faire de l'aéroport un atout important pour notre avenir économique.

Par ailleurs, nous avons signé le *Cadre pancanadien en matière de croissance propre et de changement climatique* et nous sommes engagés à étudier la possibilité d'imposer dès 2018-2019 une taxe sur le carbone équivalant à 10 \$ par tonne d'émissions de gaz à effet de serre. Il nous reste cependant encore beaucoup à faire avant d'en arriver là, par exemple trouver des compensations appropriées pour éviter de faire grimper davantage le coût de la vie et des affaires. La tarification du carbone vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre au moyen d'incitatifs financiers. Toutefois, nous savons que sans l'existence d'options de rechange économiquement viables, la tarification du carbone ne suffira pas à elle seule à faire chuter les émissions aux Territoires du Nord-Ouest. D'autant plus que les prix découragent déjà la consommation de combustibles à teneur élevée en carbone dans les collectivités et les entreprises ténénoises.

Cette Assemblée s'est déjà donné comme priorité d'investir dans les sources d'énergie de remplacement pour les entreprises et les citoyens ténénois. Nous prévoyons continuer dans ce sens et collaborer étroitement avec le gouvernement fédéral afin de fournir des options fiables et abordables pour remplacer les combustibles à teneur élevée en carbone.

Monsieur le Président, nous prévoyons aussi nous pencher cette année sur l'imposition d'une taxe sur les boissons sucrées liées à des problèmes de santé comme l'obésité et le diabète pour en décourager la consommation. Nous pensons créer cette taxe en 2018-2019, mais nous prendrons tout le temps nécessaire pendant l'exercice financier à venir pour trouver l'approche la plus efficace possible.

Quoiqu'importantes, les hausses de taxes et de frais proposées cette année ne régleront pas nos problèmes financiers. C'est pourquoi, conformément à notre stratégie budgétaire, nous comptons, d'une part, lancer quelques modestes initiatives génératrices de recettes, d'autre part, gérer prudemment nos dépenses. Ce faisant, nous aurons suffisamment de marge de manœuvre financière pour soutenir et faire croître notre économie, et ainsi élargir notre assiette fiscale et augmenter nos recettes.

Dépenses

Monsieur le Président, même si nous prenons au sérieux nos perspectives de recettes et que nous sommes résolu à gérer nos finances de façon responsable, nous avons prévu de grosses dépenses. À 1,7 milliard de dollars, notre budget de fonctionnement équivaut à investir 37 500 \$ pour chaque Téoïs.

Les programmes sociaux de base, qui sont offerts par la Société d'habitation des TNO et les ministères de la Santé et des Services sociaux, de l'Éducation, de la Culture et de la Formation, des Affaires municipales et communautaires et de la Justice, représentent 63 % de ce budget de fonctionnement, soit plus de 1,0 milliard de dollars.

Le présent budget accorde aussi 92 millions de dollars au ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles pour protéger et gérer l'environnement et la faune, et 26 millions de dollars au ministère de l'Administration des terres pour gérer l'utilisation durable des terres publiques de façon équitable et transparente, dans le respect des valeurs écologiques, sociales, culturelles et économiques.

La conservation de nos habitats naturels sera un des legs laissés par cette Assemblée aux générations futures, tout comme les améliorations générales apportées aux facteurs qui font croître et prospérer l'économie. En effet, le ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement recevra 56 millions pour gérer les ressources minérales et pétrolières de façon responsable et forger des partenariats afin de promouvoir et de soutenir la prospérité, la diversification économique et l'autonomie des collectivités.

Il est impossible de fournir des programmes et des services sans investir dans les écoles, les cliniques, les infrastructures communautaires et les autres travaux publics. Sans investissements dans les infrastructures de transport, notre potentiel économique est restreint. Nous octroyons donc un budget de 240 millions de dollars au nouveau ministère de l'Infrastructure pour fournir aux Téoïs des infrastructures de transport publiques et financer les installations et les technologies dont le gouvernement a besoin pour maintenir ses programmes et services et développer l'économie des Territoires du Nord-Ouest.

Éducation, formation et développement des jeunes

Difficile de restreindre les dépenses quand les initiatives d'aujourd'hui ne porteront fruit que plus tard. Aux Territoires du Nord-Ouest, près de 40 % des enfants de cinq ans ont un déficit de développement social, émotionnel et cognitif. Comment peut-on attendre des enfants qu'ils aient du succès en classe quand presque la moitié d'entre eux ne sont pas prêts pour la maternelle, encore moins pour la première année? Les 1,5 million de dollars

que nous avons ajoutés au budget compenseront en partie les coûts du programme de prématernelle, qui est en déploiement dans l'ensemble des collectivités ténoises et qui préparera les enfants de quatre ans au milieu scolaire. Qui plus est, je m'engage aujourd'hui à allouer 2,7 millions de dollars de plus au financement des écoles avant la fin du mandat de la 18^e Assemblée législative pour garantir que toutes les collectivités profitent de ce programme.

Nous devons aussi faire sortir les jeunes de la classe. Les Jeux d'hiver de l'Arctique, par exemple, recèlent une foule d'occasions d'apprentissage et de développement. Les jeunes peuvent non seulement participer aux activités sportives, mais aussi faire partie de l'équipe de bénévoles. Nous suggérons d'augmenter notre appui à la soumission commune de Hay River et de Fort Smith pour les Jeux d'hiver de l'Arctique à 1,5 million de dollars en 2017-2018 en ajoutant les 500 000 \$ prévus dans le présent budget.

Monsieur le Président, le meilleur programme social, c'est un emploi bien rémunéré. On entend souvent qu'il faut soutenir les possibilités d'emploi dans les petites collectivités. Le présent budget propose donc d'injecter une somme additionnelle de 3 millions de dollars dans le programme d'emploi dans les petites collectivités. Ce programme aide les jeunes des petites collectivités éloignées à acquérir de l'expérience sur le marché du travail, et tous les résidents de ces collectivités à développer des compétences qui leur permettront de décrocher un emploi et de devenir plus autonomes. Une partie de ce montant servira, en 2017-2018, à élaborer et à exécuter une stratégie visant à gérer plus efficacement le budget annuel du programme, bonifié à 4,3 millions de dollars.

Enfin, le présent budget propose un financement ponctuel de 220 000 \$ pour moderniser les systèmes de sécurité dans les écoles afin de les rendre conformes aux nouvelles exigences de la loi.

Coût de la vie

Nous pouvons atténuer de nombreux problèmes économiques des TNO en baissant le coût de la vie; au quotidien, cette mesure serait d'un soutien vital pour la population. Nous proposons donc d'allouer 4,2 millions de dollars de plus à l'aide au revenu. De ce montant, 2,2 millions de dollars ont été ajoutés en raison du nombre croissant de bénéficiaires de cette aide, et 2 millions de dollars iront grossir l'enveloppe des allocations vu l'augmentation des prix des aliments et des autres biens de première nécessité.

Les familles qui ont du mal à joindre les deux bouts ne profitent pas toutes du Programme d'aide au revenu. Ainsi, le présent budget accorde 750 000 \$ supplémentaires pour le versement de la prestation pour enfants des TNO. Cette aide financière, qui dépend de

l'approbation des modifications à la *Loi de l'impôt sur le revenu* des TNO proposées dans le budget 2016-2017, servira à bonifier le soutien direct aux familles ayant des enfants. L'aide passera à 1,9 million de dollars en 2017-2018, et à 2,2 millions de dollars les années suivantes. Lorsque cette initiative sera entièrement en place, le programme disposera de 1 million de dollars supplémentaires et versera des prestations à plus de 2 000 familles ténéoises ayant des enfants et dont le revenu annuel est inférieur à 80 000 \$. Notons que le programme actuel ne prévoit aucune prestation pour les familles d'un enfant ayant un revenu annuel de 41 000 \$ ou plus, et les familles de cinq enfants ayant un revenu annuel de 61 000 \$ ou plus.

Pour aider les Ténéois à payer le coût de la vie élevé, nous continuerons à accorder un allègement fiscal de 22 millions de dollars au moyen du crédit d'impôt remboursable pour le coût de la vie. Le présent budget comprend aussi l'ajout de 250 000 \$ pour couvrir la hausse prévue du coût de ce crédit le temps que les revenus d'emploi des personnes à revenu faible ou moyen augmentent.

Les programmes gouvernementaux rejoignent de nombreux objectifs de cette Assemblée. Le présent budget prévoit notamment 500 000 \$ pour l'instauration d'un programme de réparation résidentielle destiné aux personnes âgées dont le revenu est inférieur au plafond de revenu déterminant le besoin impérieux. Les bénéficiaires de ce nouveau programme pourront rendre leur maison plus salubre, sécuritaire et écoénergétique, et ainsi demeurer autonomes le plus longtemps possible dans leur collectivité, auprès de leurs proches et amis.

Mieux-être communautaire et sécurité

Durant son mandat, la 18^e Assemblée législative souhaite appuyer des mesures qui favorisent le mieux-être communautaire et la sécurité, des mesures qui rehausseront la qualité de vie des résidents des Territoires du Nord-Ouest et qui, à long terme, réduiront le recours à certains programmes sociaux. Le budget 2017-2018 propose donc de distribuer près de 19 millions de dollars en nouveau financement pour soutenir directement ce genre de mesures.

Nous suggérons de donner notre appui aux options présentées en octobre dernier dans le *Plan d'action de la feuille de route sur l'itinérance à Yellowknife*, en octroyant 230 000 \$ au refuge de jour de Yellowknife pour qu'il soit ouvert 12 heures par jour au lieu de 8, ainsi que 520 000 \$ à la création d'un centre de dégrisement. Le programme du centre est déjà en cours d'élaboration : les objectifs sont d'ouvrir les portes jusqu'à 14 heures par jour, de séparer les locaux entre hommes et femmes, de servir un repas tous les soirs, et d'accueillir de 30 à 40 personnes.

Nous prenons au sérieux notre responsabilité de répondre aux besoins fondamentaux de nos résidents les plus vulnérables ayant besoin d'un refuge. Par conséquent, nous proposons d'ajouter 103 000 \$ au financement des refuges d'urgence, pour les aider à répondre à la demande croissante de logement temporaire provenant des gens dans le besoin et à payer les loyers et les prix des aliments de plus en plus élevés. De plus, 294 000 \$ iront aux foyers de groupe de Charlotte Vehus, de Billy Moore et d'Inuvik pour compenser la hausse des coûts de fonctionnement. Par ailleurs, comme le gouvernement a décidé de s'attaquer en priorité à la crise de violence familiale, 120 000 \$ iront aux refuges pour victimes de violence familiale dans l'ensemble des Territoires du Nord-Ouest.

À l'adoption du budget, nous fournirons un financement ponctuel de 616 000 \$ pour la mise en place d'un service d'urgence 9-1-1 de base disponible partout sur le territoire; un central téléphonique de sécurité publique sera relié aux services ambulanciers, policiers et de protection contre les incendies. Les Ténos de toutes les collectivités obtiendront ainsi de l'aide plus rapidement en cas d'urgence.

Par ailleurs, il est essentiel d'avoir un service de déplacement pour raisons médicales si l'on veut rendre les services médicaux accessibles à tous. Comme les besoins et les coûts liés à ce service augmentent année après année, nous prévoyons ajouter 6,4 millions de dollars au budget qui lui est alloué. Le budget actuel est insuffisant, notamment en raison de la hausse des frais d'ambulance aérienne entraînée par une amélioration du service, de sa sécurité et de sa qualité. Les prochaines mises à jour de la politique sur les déplacements pour raisons médicales, de même que les futurs investissements dans les programmes de santé en général, devraient faire diminuer l'usage du service de déplacement et améliorer les services offerts dans les collectivités éloignées, sans faire grimper les coûts.

De plus en plus de Ténos ont des besoins de santé particuliers. Les installations du sud sont mieux placées pour offrir un traitement spécialisé aux personnes souffrant de troubles graves ou difficiles à traiter, mais ce genre de traitement nécessite des services cliniques, d'hébergement et d'enseignement que le GTNO, faute de moyens, ne peut fournir. Le présent budget accorde 3,2 millions de dollars supplémentaires pour combler le manque de financement de ce programme essentiel et préserver la qualité de vie de ces personnes, qui seront nombreuses à nécessiter des soins toute leur vie.

Fournir des services de santé essentiels aux Ténos coûte toujours plus cher. Le présent budget propose donc 3,3 millions de dollars supplémentaires pour couvrir les coûts d'exploitation des nouveaux centres de santé à Hay River et à Norman Wells, les coûts en hausse des fournitures médicales, et les besoins croissants de sécurité à l'hôpital territorial Stanton. La priorité du gouvernement étant de veiller au soutien des personnes âgées qui ne peuvent plus vivre chez eux, nous proposons d'accorder 877 000 \$ pour payer les coûts associés à l'agrandissement des installations de soins de longue durée à la résidence pour

personnes âgées Jimmy Erasmus, à Behchokò, et 778 000 \$ pour permettre aux patients de conserver leur lit de soins de longue durée à hôpital H. H. Williams en attendant la fin des travaux d'agrandissement du manoir Woodland.

Le budget comprend aussi 1,6 million de dollars pour l'intégration des systèmes des administrations de soins de santé et de services sociaux au Centre de services technologiques du gouvernement. Cette intégration est nécessaire pour implanter les systèmes partagés, notamment les dossiers médicaux électroniques du territoire. Elle se traduira non seulement par de meilleurs soins pour la population, mais aussi par un meilleur suivi et une analyse plus juste de l'information et des dépenses, utiles pour la prise de décisions fondées sur des données.

Nous proposons d'injecter 1,5 million de dollars supplémentaires dans les activités de justice. Cette somme comprend : la participation de 429 000 \$ du GTNO à la création du Groupe de lutte contre l'exploitation des enfants dans Internet de la GRC, mis sur pied en raison de l'augmentation des coûts causée par le nombre croissant d'enquêtes sur des Ténos impliqués dans la cyberpornographie juvénile; 385 000 \$ pour l'ajout de postes d'assistance, le nombre d'heures de formation obligatoires du Groupe tactique d'intervention ayant augmenté; 182 000 \$ pour la modernisation des systèmes d'enregistrement des cellules et des salles d'interrogation afin d'assurer la sécurité de la GRC, du public et des contrevenants; et 78 000 \$ en primes d'éloignement pour des membres de la GRC. Cette somme comprend aussi 224 000 \$ pour l'ajout de deux huissiers de justice en raison de l'augmentation de la charge de travail, entraînée notamment par une plus forte demande pour des saisies de véhicules et des services de sécurité à la Cour des juges de paix.

En collaboration avec le gouvernement fédéral, nous continuons à financer le *Cadre visant à améliorer l'entente sur les services aux victimes* par 749 000 \$ en fonds permanents, à partir de cette année. Ce montant aidera les collectivités à élaborer et à instaurer des programmes durables de justice réparatrice, de soutien aux victimes et de prévention du crime.

Économie, environnement et changements climatiques

Monsieur le Président, le Canada a fait beaucoup de chemin sur le plan environnemental depuis la présentation de notre budget 2016-2017, notamment avec l'adoption du *Cadre pancanadien sur la croissance propre et le changement climatique*. Nous continuerons cette année à assurer le succès de cette initiative pancanadienne en collaboration avec le reste du pays, tout en tenant compte des défis économiques et écologiques propres à notre territoire.

Nous avons augmenté le financement de près de 2,1 millions de dollars pour les ententes de protection des eaux transfrontalières dans le cadre de la stratégie et du plan d'action sur la gérance de l'eau, et nous suggérons d'ajouter 82 000 \$ pour élargir le programme de réseau de stations hydrométriques. Nous continuons d'allouer 253 000 \$ aux travaux de recherche et de développement sur le pergélisol.

En outre, nous proposons un montant de 130 000 \$ pour financer un poste de coordonnateur de systèmes d'aéronef sans pilote. Ce petit investissement aidera les ministères du GTNO à développer à moindre coût leurs capacités de surveillance de l'environnement et des infrastructures. Ce faisant, ils pourront compter sur des données plus précises et complètes pour améliorer la prise de décisions et la diffusion des connaissances.

Le budget 2017-2018 prévoit 15,3 millions de dollars pour le financement de diverses initiatives de développement économique, dont près de 14 millions de dollars iront au projet de lien par fibre optique dans la vallée du Mackenzie. Cet important système devrait être entièrement installé l'hiver prochain, mais il offre déjà une meilleure connexion Internet aux résidents, aux entreprises et aux gouvernements des collectivités qui bordent sa route, en plus de fournir la liaison essentielle entre les stations-relais pour satellites en développement d'Inuvik et le reste du monde.

Nous avons besoin de nouvelles idées et de dynamisme pour diversifier notre économie. Pour sa part, la 18^e Assemblée législative tente de faire augmenter le nombre de travailleurs et d'investisseurs immigrants. Nous proposons d'appuyer une stratégie visant à améliorer le processus de demande et à mieux faire connaître les programmes d'immigration, en plus d'accroître le soutien administratif en finançant, au moyen d'un investissement de 132 000 \$, un poste d'agent d'investissement et d'immigration affecté au Programme des candidats des TNO.

Pour maintenir la qualité de nos services, nous suggérons de donner plus à notre industrie du tourisme, qui est en pleine croissance. Ainsi, nous proposons un montant de 132 000 \$ pour la création d'un poste d'agent de développement du tourisme du Slave nord. Au cours des dernières années, cette région s'est dotée de 15 nouveaux voyageurs pour répondre à la demande, qui provient surtout des aventuriers qui souhaitent faire l'expérience de l'hiver dans notre territoire immaculé.

Nous avons toujours besoin d'infrastructures de transport pour relier nos collectivités et faire tourner l'économie. Tandis que les investissements prévus en 2017-2018 font partie du budget de dépenses en immobilisations approuvé en octobre, les dépenses de fonctionnement et d'entretien représentent une bonne part du présent budget. Nous proposons de fournir 698 000 \$ supplémentaires pour couvrir la hausse des coûts liés aux

contrats de la route régionale et de la route d'hiver de Fort Simpson; 298 000 \$ pour exploiter et entretenir la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk, qui devrait être accessible à la fin de l'année; et la somme restante sur les 182 000 \$ investis sur trois ans pour construire et entretenir la route d'hiver menant à Wekweètì.

Cette Assemblée a inscrit l'achèvement de la route toutes saisons reliant la route 3 et Whatì dans son mandat. Le gouvernement fédéral ayant récemment annoncé qu'il financerait une partie de la route toutes saisons de la région des Tłıchų au moyen du Fonds PPP Canada, nous avons l'intention de lancer cette initiative le plus rapidement possible. Cette route permettra aux résidents de Whatì d'accéder au corridor de la route 3 toute l'année durant et accroîtra le potentiel de développement des ressources de la région. À court terme, cette importante infrastructure stimulera l'économie locale par la création d'occasions d'affaires et d'emplois.

Gouvernance : renforcer la responsabilisation, la transparence et la collaboration

Le 1^{er} avril 2017, nous fusionnerons les organismes centraux que sont le ministère de l'Exécutif et le ministère des Affaires autochtones et des Relations intergouvernementales afin de former un seul ministère, Exécutif et Affaires autochtones. Nous fusionnerons aussi le ministère des Ressources humaines et le ministère des Finances. Ces fusions sont prévues au présent budget et devraient conduire à une amélioration des services en général et à une réduction des dépenses d'environ 1 million de dollars. La plupart des économies seront réalisées grâce à la création d'une fonction de services partagés utile aux deux nouveaux ministères.

De plus, la fusion du ministère des Transports et du ministère des Travaux publics et des Services pour former le ministère de l'Infrastructure, le 1^{er} avril 2017, nous fera économiser 5 millions de dollars en dépenses lorsqu'elle sera terminée, et rendra plus efficace la mise en œuvre des programmes destinés à la population, aux entreprises et au GTNO.

Les centres de service à guichet unique, points d'accès à l'ensemble des programmes et services du GTNO dans les petites collectivités, sont un parfait exemple de mesure mise en place par le gouvernement par souci de transparence. Nos 20 centres, où travaillent des agents des services gouvernementaux responsables de faire le lien entre les collectivités et le gouvernement et de fournir des services de proximité comme les visites à domicile, sont en train de devenir l'image du GTNO pour de nombreux Ténos. Nous avons le plaisir de proposer d'élargir ce programme en ajoutant 95 000 \$ pour la mise sur pied d'un centre de service à guichet unique dans la réserve de la Première Nation Kátł'odeeche.

Nous travaillons sans relâche à huiler les rouages de la machine gouvernementale. Dans le cadre de notre stratégie de renouvellement financier, nous modernisons actuellement nos principaux systèmes des finances, de l'approvisionnement, des ressources humaines et de la paie. Nous investissons 3,9 millions de dollars à cette fin, de même que pour le soutien des systèmes administratifs et les mises à jour standards des sept prochaines années.

De plus, comme emprunter fait gonfler la note, nous avons ajouté 200 000 \$ au budget pour payer les intérêts de notre dette à long terme.

Monsieur le Président, les résultats de l'examen 2014 du financement municipal indiquent que nous ne donnons pas assez aux gouvernements municipaux pour la prestation de services. Nous nous sommes engagés à faire mieux durant notre mandat afin de répondre à leurs besoins essentiels. Notre stratégie globale étant d'améliorer la gestion des actifs et d'encourager les collectivités à devenir aussi autonomes que leur permet leur base économique, nous proposons d'ajouter 528 000 \$ pour combler certaines lacunes des budgets de fonctionnement et d'entretien, et 601 000 \$ en transferts supplémentaires aux collectivités pour les services d'aqueduc et d'égout. Ce dernier montant donnera aux gouvernements municipaux les moyens d'entretenir des sites d'enfouissement de déchets solides et de fournir des services de collecte des ordures.

Le Programme de subvention fondé sur les recettes de l'impôt foncier sert à verser des subventions en fonction des recettes de l'impôt foncier générées dans les collectivités de la zone d'imposition générale aux gouvernements municipaux respectifs, le but étant de transférer plus de pouvoirs décisionnels et de ressources aux collectivités. Les recettes de l'impôt foncier ont augmenté dans ces collectivités, mais pas le budget de subvention. Nous ajoutons donc 90 000 \$ pour combler le manque à gagner.

Le présent budget accorde également 5,5 millions de dollars en financement ponctuel pour la poursuite de la construction de 45 unités locatives destinées aux membres de la GRC à Inuvik, à Norman Wells, à Hay River, à Fort Smith et à Fort Simpson. Née d'un partenariat entre la Société d'habitation des TNO, le ministère de la Justice et la GRC, cette initiative se veut une solution au problème de logement de la GRC dans le Nord, et permettra à la GRC de mieux servir les Ténois sans avoir à s'occuper de construire et d'entretenir des logements pour ses membres. De plus, cette initiative donnera à la Société d'habitation des TNO l'occasion de faire plus de revenus. Enfin, grâce à l'approvisionnement sur place et à l'utilisation des services de gestion immobilière des organismes de logement locaux, elle sera une source d'emplois pour les résidents des collectivités nordiques durant plusieurs années.

Regard vers l'avenir

Monsieur le Président, malgré de gros obstacles budgétaires, nous avons continué à fournir des programmes et des services de qualité à la population des Territoires du Nord-Ouest. Nous avons fait des investissements et révisé des politiques dans des secteurs stratégiques qui profiteront au territoire des années durant. Partant des fondations posées par le budget du dernier exercice, le présent budget fait indubitablement partie des efforts entrepris pour concrétiser les objectifs et les priorités de la 18^e Assemblée législative. Ces deux budgets sont le fruit de quelques décisions difficiles, mais nécessaires pour l'adoption d'un plan solide nous donnant assez de marge de manœuvre pour continuer à faire les investissements qui produiront, à long terme, les avantages d'un environnement protégé, d'une économie plus forte et diversifiée, et d'une population autonome et en santé.

Nous savons que d'autres décisions difficiles nous attendent, mais si nous nous concentrons sur les objectifs fixés par cette Assemblée législative, nous pourrions laisser un héritage marquant et durable à notre territoire. Nous devons regarder loin devant pour tenir compte des perspectives à long terme, mais aussi garder un œil sur le proche avenir pour nous assurer d'avoir les ressources nécessaires pour investir dans nos résidents, nos terres et notre économie.

Conclusion

Monsieur le Président, je crois que ce budget fait naître un vent d'optimisme prudent et montre que le gouvernement se dirige vers la viabilité financière.

Nous avons pris un excellent départ en réduisant les dépenses liées aux programmes et aux services et en mettant en œuvre des initiatives génératrices de recettes. Le petit excédent de trésorerie prévu en 2017-2018 est le signe que nous aurons des assises plus solides, après avoir passé des années à dépenser plus que ce que nous encaissions.

Toutefois, rien n'est encore gagné. Il suffirait d'une forte secousse sur nos recettes ou d'une autre saison de feux de forêt désastreuse pour que nous ajoutions à la dette que les futurs résidents auront à payer. De plus, comme la croissance à court terme de nos recettes devrait être faible, nous devons continuer à surveiller la croissance de nos dépenses dans les prochaines années.

Mais n'oublions pas ce que nous avons réussi à accomplir malgré notre situation financière.

Nous avons protégé les programmes et services de base offerts à la population et avons même réussi à les améliorer à maintes reprises.

Nous poursuivons le mandat de cette Assemblée en misant sur nos priorités.

Nous investissons dans les infrastructures pour fournir des programmes et services à nos résidents et soutenir notre économie – celle d’aujourd’hui comme celle de demain.

Tout cela, sans faire grossir la dette dont nos petits-enfants hériteront.

Grâce à l’appui de cette Assemblée et de la population, nous suivrons la voie des finances responsables et continuerons à investir dans les personnes, les familles et les collectivités pour faire des Territoires du Nord-Ouest un endroit où tous peuvent s’épanouir et vivre en santé, où la saine gestion de l’environnement contribue à notre prospérité économique et à notre qualité de vie, et où l’économie vigoureuse crée des emplois et des débouchés pour toutes nos collectivités.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Discours du budget 2017-2018

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

DOCUMENTS BUDGÉTAIRES

A ♦ Examen économique

B ♦ Examen fiscal

1^{er} février 2017

EXAMEN ÉCONOMIQUE

PERSPECTIVES

Les perspectives économiques pour les Territoires du Nord-Ouest (TNO) sont contrastées. Le PIB réel est demeuré inchangé en 2016, ayant haussé de seulement 0,2 % par rapport à 2015, mais on prévoit qu'il augmentera de 13,7 % en 2017. Cette croissance sera rendue possible en grande partie par la première année complète de production commerciale de la mine de diamants Gahcho Kué et par l'augmentation de production de carats de l'industrie. Ces hausses contrebalanceront le déclin des investissements du secteur privé et la réduction des dépenses publiques.

Les perspectives pour l'industrie diamantaire des TNO sont elles aussi contrastées. Toutes les mines de diamants aux TNO devraient avoir cessé leurs activités d'ici 2034. La mine Diavik devrait être la première à fermer, en 2023. La mine Ekati, qui a investi dans la canalisation Jay, devrait continuer à produire jusqu'en 2034. La mine Gahcho Kué devrait quant à elle demeurer active jusqu'en 2030.

Malgré la hausse de la production diamantaire à court terme, la découverte et le développement de la prochaine génération de mines des TNO sont remis en question, les investissements dans l'exploration minière ayant chuté de moitié de 2015 à 2016.

Les investissements du secteur public dans des projets comme l'hôpital territorial Stanton et les travaux d'infrastructure réalisés dans le cadre de Fonds Chantiers Canada augmenteront prochainement, ce qui devrait aider à diversifier la base économique. Ils seront toutefois éclipsés par une baisse marquée des investissements privés dans le secteur minier, ce qui aura une incidence négative sur les secteurs de la construction et du commerce de gros.

Les TNO rivalisent avec le marché mondial, qu'il s'agisse de commercialiser des diamants ou d'attirer des touristes. C'est pourquoi la conjoncture financière mondiale, les mouvements de change et la stabilité de l'économie globale peuvent avoir des répercussions directes sur les perspectives économiques pour les TNO.

Perspectives économiques pour les TNO

Indicateur		2013	2014	2015	2016e	2017p
Produit intérieur brut	millions de dollars chaînés (2007)	3 612	3 803	3 854	3 861	4 389
	<i>variation du pourcentage</i>	2,9	5,3	1,3	0,2	13,7
Total des investissements	millions de dollars chaînés (2007)	1 255	1 300	1 523	1 403	1 140
	<i>variation du pourcentage</i>	7,1	3,6	17,2	(7,9)	(18,7)
Dépenses des ménages	millions de dollars chaînés (2007)	1 372	1 392	1 418	1 431	1 450
	<i>variation du pourcentage</i>	1,7	1,5	1,9	0,9	1,3
Dépenses du gouvernement	millions de dollars chaînés (2007)	1 673	1 765	1 826	1 810	1 748
	<i>variation du pourcentage</i>	1,3	5,5	3,5	(0,9)	(3,4)
Exportations	millions de dollars chaînés (2007)	2 519	2 672	2 616	2 678	3 345
	<i>variation du pourcentage</i>	2,8	6,1	(2,1)	2,4	24,9
Importations	millions de dollars chaînés (2007)	3 319	3 457	3 635	3 571	3 407
	<i>variation du pourcentage</i>	2,8	4,2	5,1	(1,8)	(4,6)
Emplois (résidents)	nombre de personnes	23 200	22 100	21 900	22 500	22 800
	<i>variation du pourcentage</i>	0,4	(4,7)	(0,9)	2,7	1,3
Rémunération hebdomadaire moyenne	dollars	1 340	1 398	1 421	1 405	1 441
	<i>variation du pourcentage</i>	1,6	4,3	1,7	(1,2)	2,6
IPC (ensemble), Yellowknife	2002=100	126,2	128,4	130,4	132,0	134,5
	<i>variation du pourcentage</i>	1,5	1,7	1,6	1,2	1,9

e : estimation

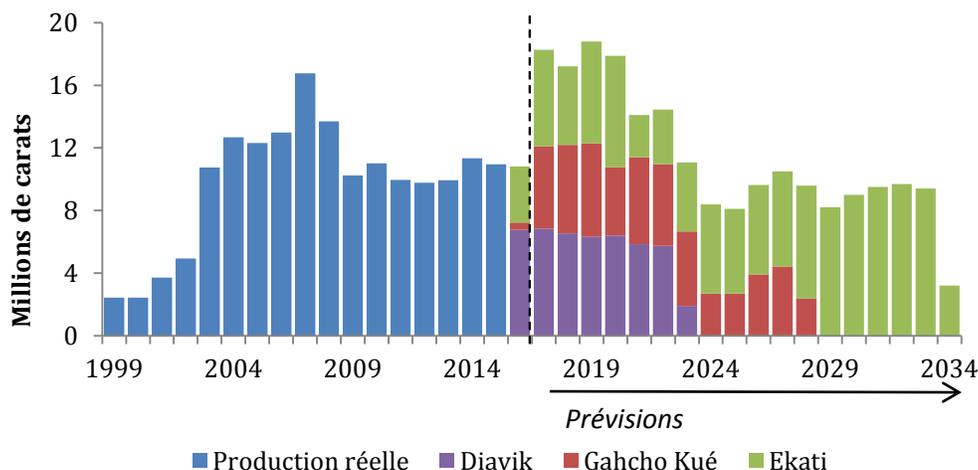
p : prévision

Sources : Statistique Canada et Bureau de la statistique des TNO

PERSPECTIVES D'AVENIR – *Risques associés aux prévisions : diamants*

Les perspectives économiques pour les TNO reposent sur l'avenir du développement minier et l'ouverture de nouvelles mines. L'extraction de diamants est le moteur de l'économie des TNO, mais les plans d'exploitation des mines, tant celles en exploitation que celles qui doivent être soumises à une étude environnementale et obtenir un permis, prévoient la fin de toute la production d'ici 2034. La croissance du secteur minier dépend donc de la réussite des programmes de prospection qui servent à repérer de nouveaux projets miniers et des processus de mise en valeur et d'étude environnementale qui visent à déterminer quels projets de nouvelles mines peuvent aller de l'avant.

Perspectives – Production diamantaire



Sources : Ressources naturelles Canada, plans d'exploitation minière et rapports techniques, et ministère des Finances des TNO

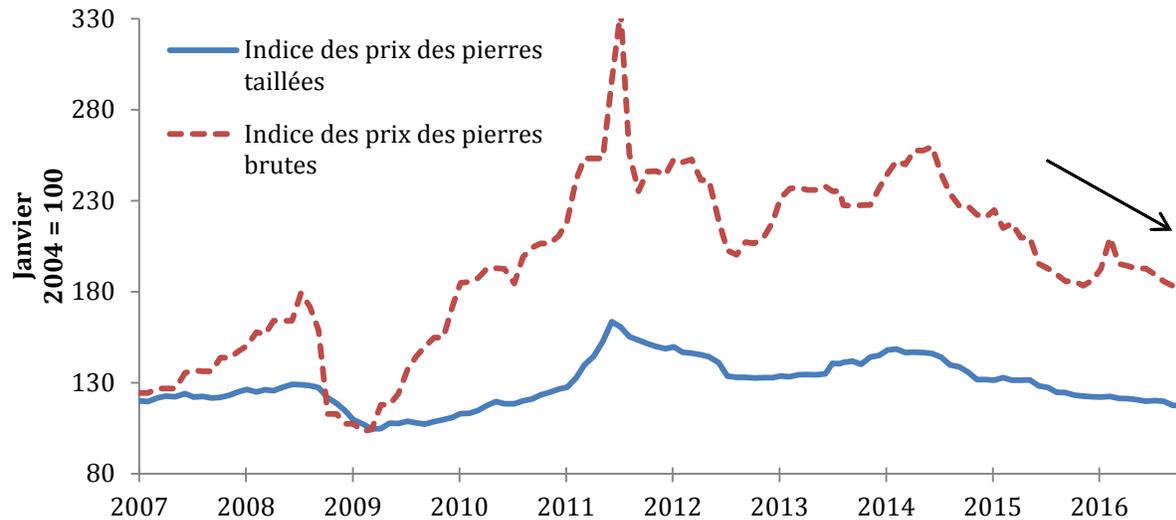
La décision ultime de construire de nouvelles mines dépend d'une foule de facteurs économiques et financiers, dont les conditions de crédit sur le marché mondial des capitaux, les taux de change et les prix. Les prix indexés des diamants, tant pour les pierres brutes que pour les pierres taillées, ont connu une baisse de l'ordre de 5 à 10 % entre 2015 et 2016. Le déclin des prix des diamants bruts est en partie attribuable à l'augmentation de l'offre, portée par l'entrée en production de trois nouvelles mines, soit Gahcho Kué aux TNO, Victor en Ontario, et une autre au Lesotho. Il s'explique aussi par la baisse des prix des diamants taillés. Les coûts de financement en hausse, la volatilité des changes et la faiblesse de la demande amputent le bénéfice des vendeurs de diamants taillés. Résultat : la demande pour les diamants bruts a baissé, entraînant les prix vers le bas. Pour les diamants taillés, on s'attend toutefois à une hausse de la demande, et donc des prix, suivant le raffermissement économique de la Chine et de l'Inde.

Les sociétés diamantaires ont réagi à l'effondrement des prix en tentant de rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande pour les diamants bruts. La quantité de diamants bruts affluant sur le marché a pu être réduite par un ralentissement de la production et une augmentation des stocks. La demande pour les diamants bruts a en outre été stimulée par une baisse des prix. De Beers, par exemple, a réduit ses prix de 17 % depuis les deux dernières années.

Même si les prix ont reculé l'an dernier, les diamants bruts demeurent chers par rapport aux pierres taillées. Cela s'explique par le fait que le prix des diamants bruts a augmenté de façon beaucoup plus rapide que celui des diamants taillés au cours de la dernière décennie. L'écart de prix

entre les pierres brutes et les pierres taillées a comprimé les marges bénéficiaires des fabricants et indique un éventuel déclin futur des prix, puisque bon nombre d'entre eux ont fermé leurs portes. Les mines des TNO produisent des diamants bruts qui sont vendus à l'exportation à des fabricants qui taillent, polissent et nettoient les pierres. C'est pourquoi cet écart de prix constitue une menace importante pour les perspectives économiques des TNO.

Diminution des prix des diamants l'an dernier

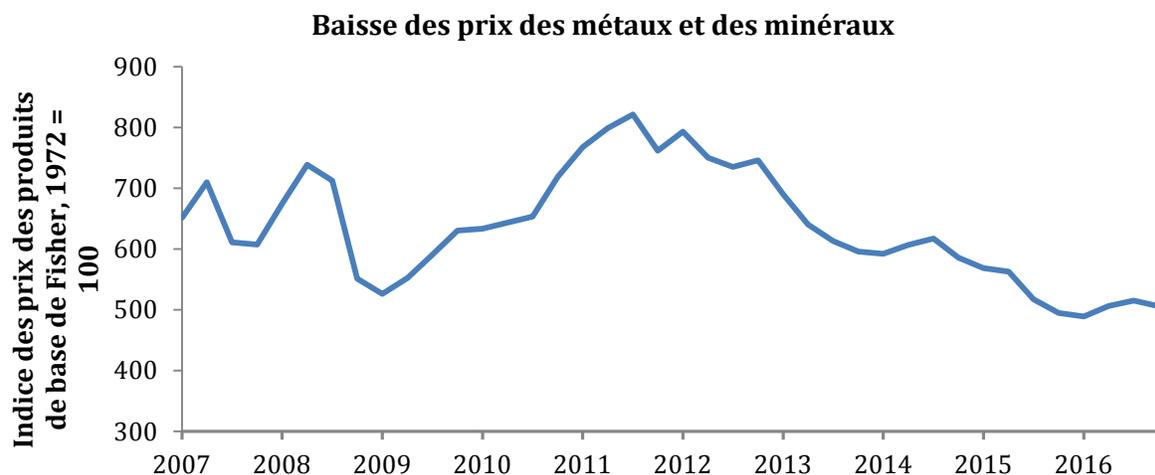


Sources : PolishedPrices.com et WWW Overall Rough Diamonds

PERSPECTIVES D'AVENIR – *Risques associés aux prévisions : prix des minéraux et des métaux*

Les prix mondiaux d'autres ressources, y compris ceux de nombreux métaux et minéraux présents aux TNO, ont aussi chuté. Les prix indexés des métaux et minéraux ont diminué d'environ 10 % de 2014 à 2015. En 2016, les prix de certains produits de base affichent une légère reprise; par exemple, le prix de l'or a chuté de 8,4 % en 2015, mais il a augmenté au cours des derniers mois. Malgré tout, en raison de la stagnation de l'économie mondiale en général et du récent ralentissement économique que connaissent un grand nombre de pays émergents, les prix des métaux et des minéraux pourraient demeurer faibles à court terme.

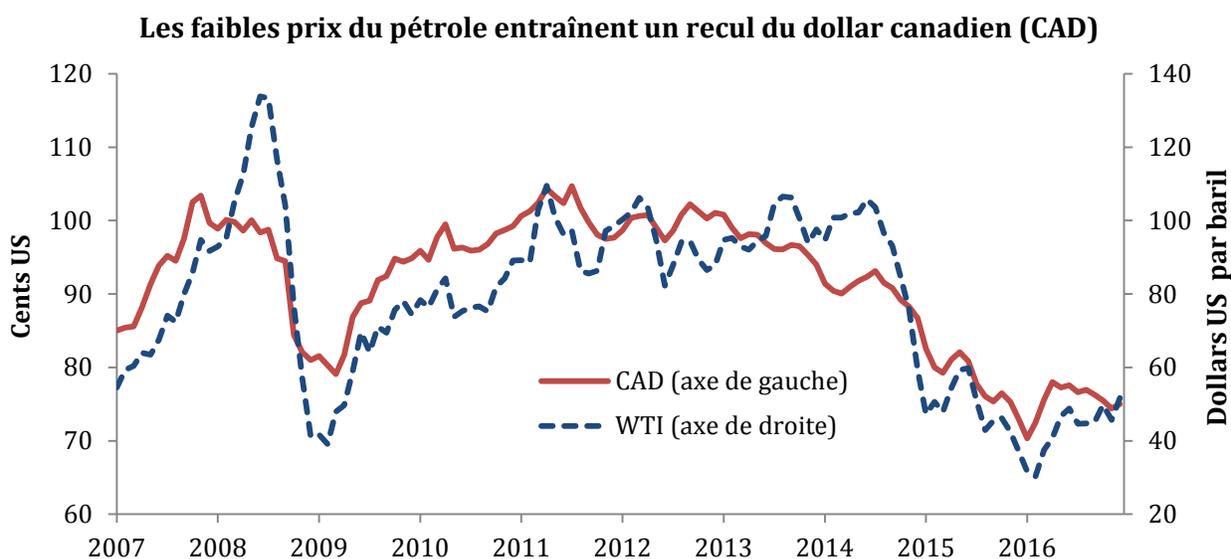
Les faibles prix des produits de base ont des répercussions sur l'économie des TNO, puisque les dépenses liées à la prospection et au développement dans le secteur minier dépendent de la valeur escomptée des futurs développements miniers, valeur qui est influencée par le prix prévu du minerai ou du métal à exploiter.



Source : Banque du Canada

PERSPECTIVES D'AVENIR – *Risques associés aux prévisions : prix du pétrole et taux de change*

Les prix du pétrole ont fortement chuté au deuxième semestre de 2014. Le prix du brut de référence West Texas Intermediate (WTI) a reculé de plus de 40 % en moins de six mois. Après avoir atteint un creux de 26,19 \$ US le 11 février 2016, la tendance semble s'être inversée. À la fin de 2016, le prix du brut WTI s'établissait en effet à plus de 50 \$ US le baril. Comme les TNO exportent une petite quantité de pétrole sur les marchés internationaux, la chute des prix aura une légère incidence négative sur le commerce du territoire, mais son effet négatif sur les activités de prospection dans les régions du Sahtu et de Beaufort-Delta est important. Notons toutefois que ces répercussions seront compensées par une baisse du coût du carburant pour les entreprises et les ménages. Il n'est pas prévu que le prix du brut WTI remonte, puisqu'on s'attend à une hausse de l'approvisionnement mondial et à un ralentissement de la demande, une situation qui continuera de pousser les prix du pétrole vers le bas.



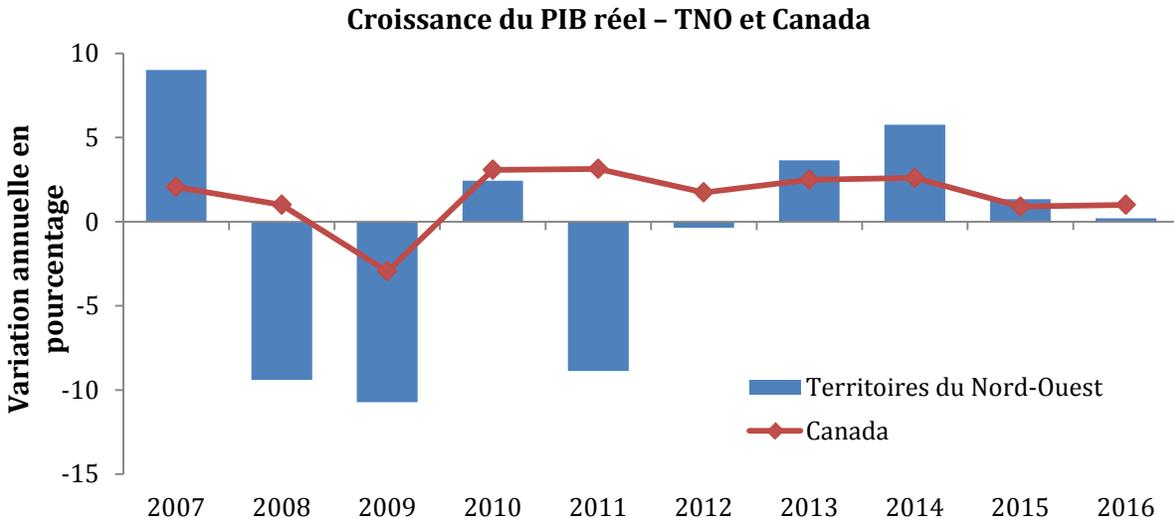
Sources : US Energy Information Administration et Banque du Canada

Le Canada étant un pays exportateur de pétrole, la chute des cours mondiaux du pétrole a entraîné un fléchissement de la valeur du dollar canadien par rapport à celle du dollar américain. Le dollar canadien valait en moyenne 75 cents US en 2016, soit 4 % de moins par rapport à sa valeur en 2015 (78 cents US), et 17 % de moins par rapport à sa valeur en 2014 (91 cents US). Comme les prix du pétrole devraient rester bas, il est probable que la valeur du dollar canadien restera faible elle aussi. Au début de 2017, la devise canadienne s'échangeait à 75 cents US.

La valeur du dollar canadien par rapport à son homologue américain a un effet direct sur la santé de l'économie des TNO, car la majorité des biens et services achetés et vendus à l'échelle internationale sont payés en dollars américains. En raison de la faiblesse du dollar canadien, les entreprises des TNO qui exportent leur production sur le marché international recevront plus d'argent après conversion de la devise, ce qui les aidera à être concurrentielles à l'échelle mondiale et favorisera les exportations. Toutefois, la faiblesse du dollar canadien fera aussi en sorte que la machinerie et l'équipement importés de l'extérieur du territoire coûteront plus cher, ce qui exercera une pression sur un grand nombre d'entreprises ténéoises. En outre, le dollar canadien faible a fait grimper le coût des aliments et des biens importés, ce qui a des répercussions négatives sur un grand nombre de ménages aux TNO.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS – PIB réel

L'économie des TNO a ralenti en 2016. Le PIB réel n'a augmenté que de 0,2 %, après avoir connu une hausse de 1,3 % en 2015. La stagnation s'explique par la baisse des investissements privés des mines de diamants, suivant la fin des travaux majeurs de construction de la mine Gahcho Kué et par la réduction des dépenses publiques.



e : estimation

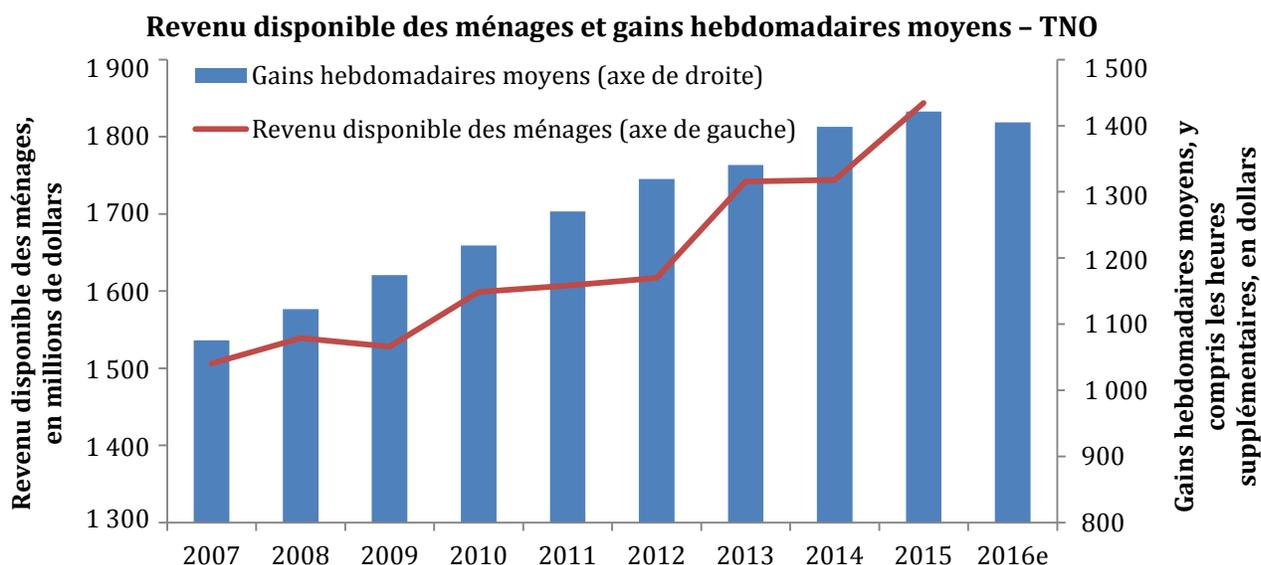
Sources : Bureau de la statistique des TNO et ministère des Finances des TNO

Le PIB des TNO reste inférieur à celui de 2007, avant la crise financière mondiale et à l'époque où on investissait dans la construction de mines de diamants. En 2016, le PIB réel était inférieur de 17,3 % à celui de 2007, alors que les mines de diamants produisaient des pierres de qualité supérieure, que les prix des produits de base étaient plus élevés et que de nouvelles mines étaient en cours de construction.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS – Ménages

Le revenu personnel disponible est le revenu des ménages net d'impôt et provenant de toutes sources. Il sert à payer les dépenses de consommation qui représentent plus du tiers du PIB du territoire. Aux TNO, le revenu disponible des ménages a augmenté de 5,7 % de 2014 à 2015. Toutefois, pendant les neuf premiers mois de 2016, le revenu de travail, un volet important du revenu personnel, a baissé de 0,3 % par rapport à la même période en 2015.

Aux TNO, les salaires versés aux employés sont largement supérieurs à la moyenne nationale. En 2015, les revenus hebdomadaires moyens, heures supplémentaires comprises, ont baissé de 1,1 %, passant de 1 422 dollars en 2015 à 1 405 dollars en 2016. Il s'agit du deuxième taux hebdomadaire le plus élevé au pays, derrière celui de l'Alberta seulement.



Sources : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

Variation des dépenses des ménages en 2015 par rapport à 2014

Le graphique à barres montre deux catégories de dépenses. La première, 'Nourriture achetée en magasin', a augmenté de 586 \$. La seconde, 'Mazout et autres combustibles', a diminué de 498 \$.

Catégorie	Variation (en dollars)
Nourriture achetée en magasin	586 \$
Mazout et autres combustibles	(498) \$

Remarque : Chiffres calculés en fonction de la constante des habitudes de dépenses des ménages en 2012.
Source : Statistique Canada et Finances TNO

Encadré 1 : Des variations importantes du taux de change et des prix ont eu une incidence sur les dépenses des ménages.

La faiblesse du dollar canadien a entraîné une augmentation des prix des aliments importés, alors que la baisse des prix du pétrole a fait diminuer la facture de chauffage.

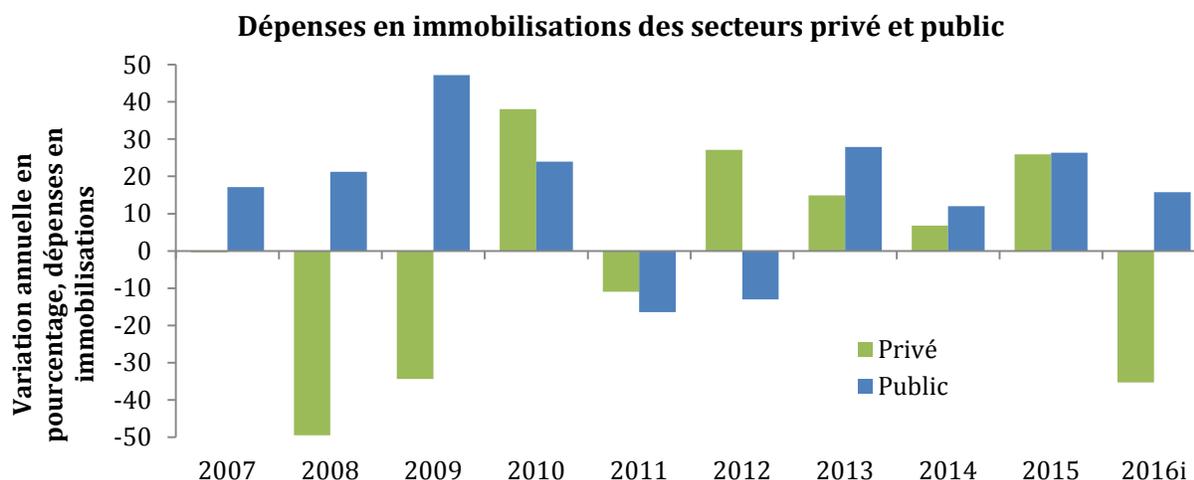
En conséquence, en 2015, le ménage téninois moyen a dépensé 586 \$ de plus pour se nourrir et a épargné 498 \$ sur le combustible de chauffage.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS – Investissements

En 2015, les dépenses prévues en immobilisations s'élevaient à 1 413 millions de dollars, une hausse de 26 % par rapport aux dépenses estimées de 2014. Il s'agit de la hausse annuelle la plus importante depuis 2010. L'augmentation des dépenses en immobilisations observée en 2015 devrait faire place à un recul de 20,3 % en 2016, étant donné que les dépenses en immobilisations prévues ont été réduites à 1 126 millions de dollars.

Les dépenses en immobilisations du secteur public ont affiché une augmentation de 26,4 % l'exercice passé, passant de 328 millions de dollars en 2014 à 414 millions de dollars en 2015. Les dépenses publiques totales en immobilisations ont augmenté de 15,8 % cette année, passant de 414 millions de dollars en 2015 à 480 millions de dollars en 2016. Quant aux dépenses en immobilisations des gouvernements fédéral et territorial et des administrations publiques locales devraient passer de 279 millions en 2015 à 331 millions en 2016. Les investissements en cours (rénovation de l'Hôpital territorial Stanton, parachèvement de la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk, câble à fibres optiques de la vallée du Mackenzie, etc.) ainsi que les projets du nouveau Plan Chantiers Canada devraient continuer à stimuler les investissements au cours des deux ou trois prochaines années.

Les dépenses en immobilisations du secteur privé ont augmenté de 25,9 %, passant de 793 millions de dollars en 2014 à 999 millions de dollars en 2015, portées en grande partie par l'augmentation de 40 % des dépenses d'extraction minière, pétrolière et gazière. Une grande partie des dépenses en immobilisations dans ce secteur est allée à la construction de la mine de diamants Gahcho Kué. Maintenant que la construction est terminée, les dépenses totales en immobilisations du secteur privé devraient chuter de 35 % en 2016, pour s'établir à seulement 647 millions de dollars.



p : perspectives

Sources : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

L'industrie minière occupe une place importante dans l'économie des TNO. Une seule mine de diamants peut représenter des dépenses en immobilisations de plus d'un milliard de dollars. Ainsi, dans une économie où le PIB oscille entre quatre et cinq milliards de dollars, le début de la construction d'une mine induit une forte croissance; à l'opposé, la fin de la construction et le début de la production commerciale entraînent le PIB vers le bas, puisque les investissements sont plus faibles. Le PIB demeure cependant plus élevé qu'avant la construction en raison de la valeur de la production annuelle. Lorsqu'une mine cesse ses activités, le niveau absolu du PIB baisse. Le cycle d'investissement exerce une influence très marquée.

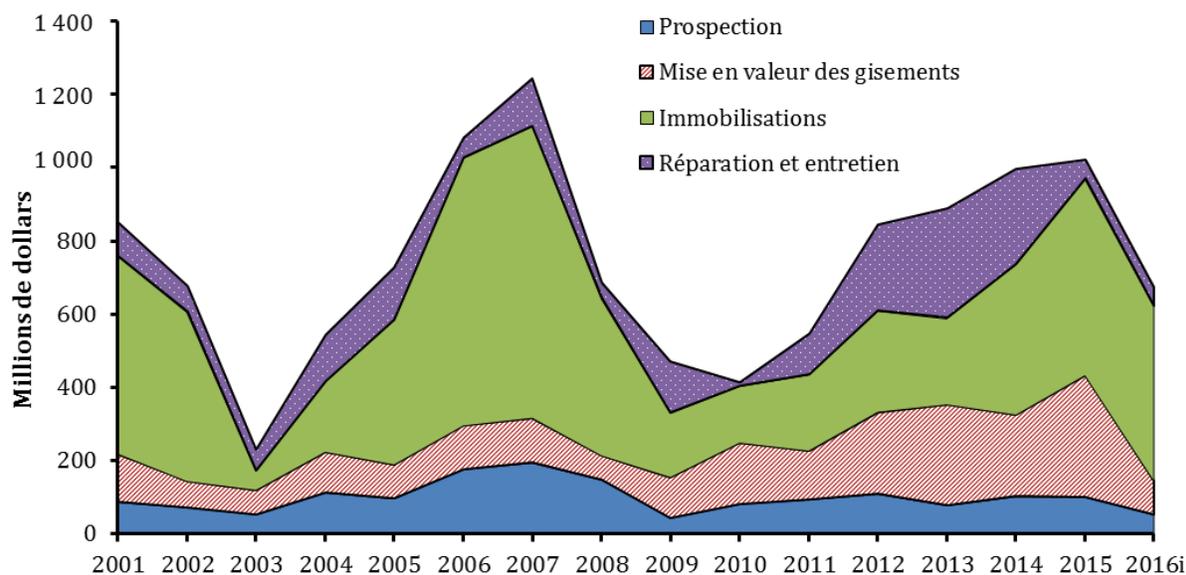
Le total des investissements de l'industrie minière est passé de 993 millions de dollars en 2014 à 1 026 millions de dollars en 2015, étant donné les importantes sommes investies dans la construction de la mine de diamants Gahcho Kué. Les dépenses prévues pour 2016, qui devraient s'élever à 657 dollars, indiquent que les investissements dans ce secteur devraient baisser de 36 % cette année.

L'industrie minière aux TNO fonctionne selon un cycle d'investissement qui commence par la prospection pour trouver des gisements minéraux. Les dépenses de prospection devraient chuter de 47,5 %, passant de 101 millions de dollars en 2015 à 53 millions de dollars en 2016.

Les dépenses de mise en valeur des gisements servent à évaluer le potentiel commercial du gisement et les coûts d'extraction, y compris les coûts de conformité aux exigences en matière de protection de l'environnement. Il est prévu que ces dépenses diminueront d'environ trois quarts, passant de 331 millions de dollars en 2015 à 90 millions de dollars en 2016.

Les investissements en immobilisations ont commencé à augmenter en 2014 avec le début de la construction de la mine de diamants Gahcho Kué. En 2015, les dépenses d'investissements en immobilisations ont culminé à 535 millions de dollars. En 2016, notamment en raison de l'achèvement des travaux de construction de Gahcho Kué, les dépenses d'investissements en immobilisations devraient chuter à 477 millions, ce qui représenterait une diminution de 11 % par rapport à 2015. Les dépenses en réparation et en entretien dans ce secteur devraient rester stables, à 50 millions de dollars.

Développement des ressources minérales aux TNO – Cycle d'investissement



p : perspectives

Sources : Ressources naturelles Canada et ministère des Finances des TNO

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS – Échanges commerciaux

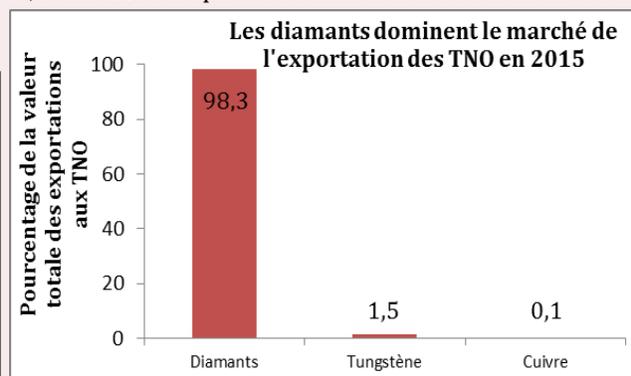
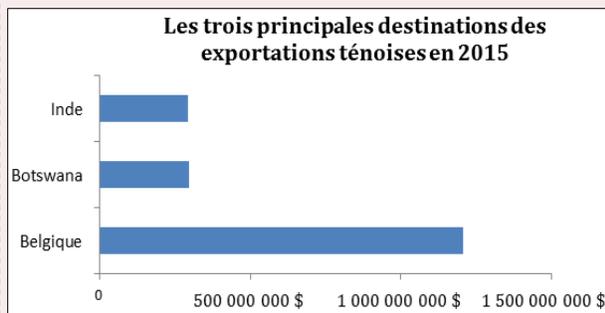
La petite économie ouverte des TNO dépend des échanges commerciaux avec d'autres pays et avec le reste du Canada. Les TNO exportent des ressources naturelles (principalement des diamants) vers des marchés internationaux et importent des biens et des services du sud du Canada, afin de

soutenir l'industrie et la consommation des ménages. Par conséquent, les TNO enregistrent un excédent commercial avec les autres pays, mais un déficit commercial avec le reste du Canada.

L'excédent commercial des TNO avec les autres pays, par rapport au PIB réel, a baissé au cours des dernières années; passant de 14,3 % du PIB en 2014 à 10,5 % en 2015. Les importations ont entraîné une augmentation du déficit commercial total des TNO, qui est passé de 10,3 % du PIB en 2014 à 19,6 % en 2015.

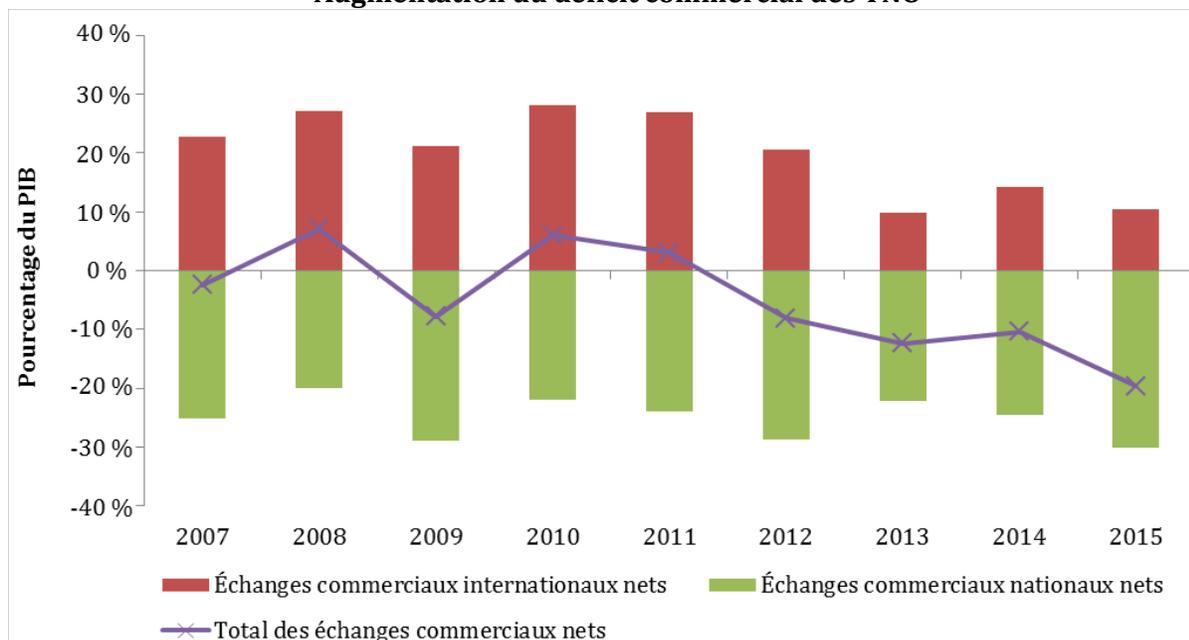
ENCADRÉ 2 : Les TNO exportent principalement des diamants.

Les diamants représentent 98 % de la valeur de toutes les exportations des TNO vers les marchés internationaux. Ainsi, les trois principales destinations des exportations des TNO sont : la Belgique, le plus grand centre mondial pour la transformation et le commerce des diamants; le Botswana, où la société De Beers mène ses activités de tri et de négoce et l'Inde, où 90 % de la production mondiale de diamants sont taillés et polis.



Sources : Ministère de l'Industrie du Canada et ministère des Finances des TNO

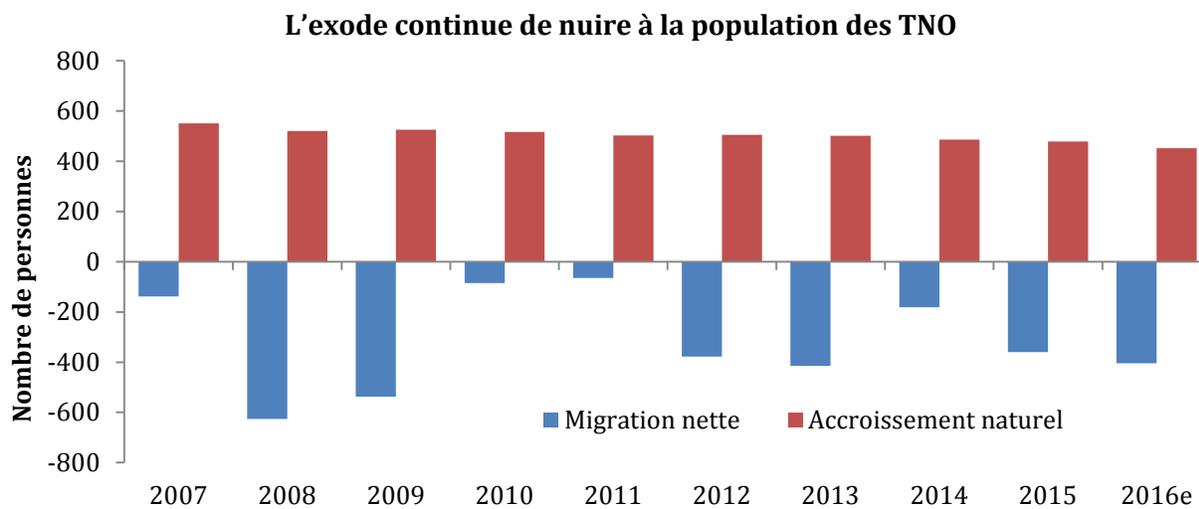
Augmentation du déficit commercial des TNO



Sources : Statistique Canada et ministère des Finances des TNO

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS – *Population*

La croissance de la population est un très bon indicateur de la santé économique. Elle procure de la main-d'œuvre aux entreprises ténoises et elle signifie une augmentation de la demande pour les biens et les services locaux. En outre, si l'on prend en compte les revenus personnels et les taxes sur la consommation, la croissance de la population permet de stimuler l'activité économique et d'assurer des recettes durables pour le gouvernement. La population des TNO est relativement stable depuis les dix dernières années. Au 1^{er} juillet 2016, elle était estimée à 44 469 habitants, ce qui représente une augmentation de 225 habitants, ou 0,5 %, par rapport au 1^{er} juillet 2015.



e : estimation

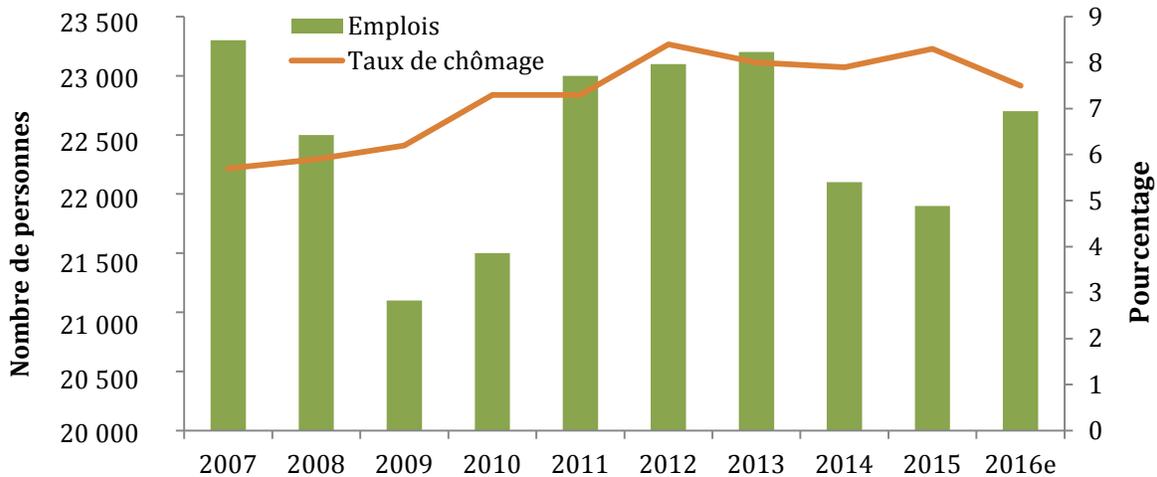
Source : Bureau de la statistique des TNO

Trois facteurs expliquent cette augmentation de 225 personnes dans la population : l'accroissement naturel (naissances moins décès), la migration interprovinciale et la migration internationale. Du 1^{er} juillet 2015 au 1^{er} juillet 2016, il y a eu une augmentation naturelle nette de la population de 452 personnes (685 naissances et 233 décès), alors que la migration interprovinciale a entraîné une perte nette de 421 personnes (2 323 personnes sont arrivées aux TNO en provenance du reste du Canada, et 2 744 personnes en sont parties). Sur le plan international, il y a eu une migration d'entrée nette de 194 personnes.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS – *Main-d'œuvre*

En 2016, on estimait à 22 700 personnes le nombre total de Tenois occupant un emploi, soit une hausse de 800 par rapport à 2015, et de 600 par rapport au maximum atteint en 2007 avant la récession. Cette hausse traduit une augmentation de la population active et la réduction du taux de chômage, qui est passé de 8,3 % en 2015 à 7,5 % en 2016. En 2016, le taux d'emploi (la proportion de la population active qui occupe un emploi) était de 69,8 %, une hausse par rapport aux 68,5 % de 2015, mais un chiffre nettement inférieur aux 74,0 % de 2007, avant la récession.

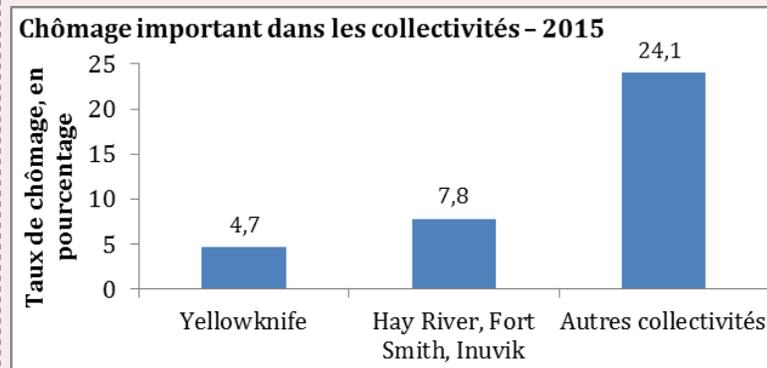
La situation de l'emploi aux TNO ne s'est pas redressée depuis la récession de 2009



e : estimation

Sources : Bureau de la statistique des TNO et Statistique Canada

Encadré 3 : Le taux de chômage aux TNO était de 8,3 % en 2015.



Le taux de chômage général cache d'importantes variations régionales.

Si le taux de chômage est relativement faible dans les grands centres comme Yellowknife, Hay River, Fort Smith et Inuvik, il est élevé dans d'autres collectivités, plus petites et plus isolées.

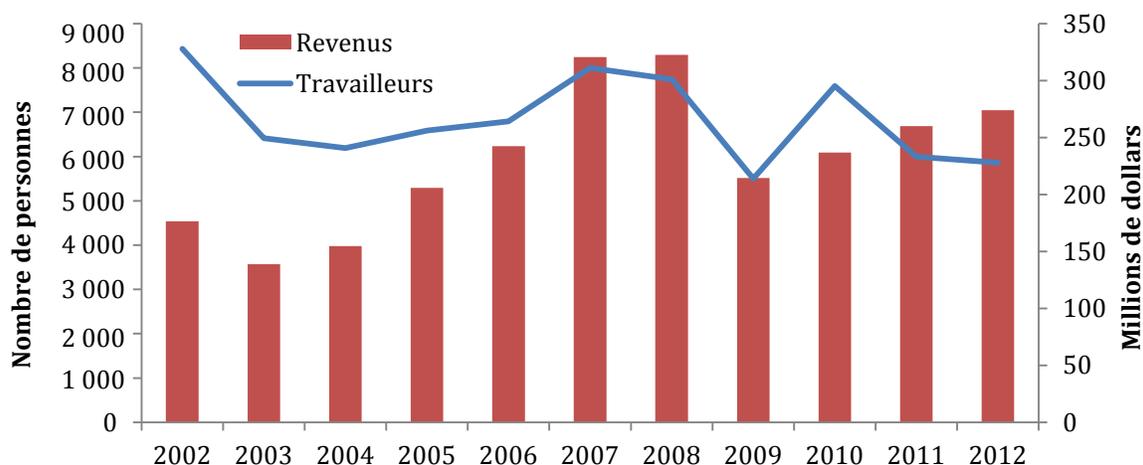
En moyenne, dans les plus petites collectivités, près du quart de la population est sans emploi.

Source : Bureau de la statistique des TNO

Le marché du travail aux TNO est caractérisé par une importante main-d'œuvre composée de non-résidents. Cette situation s'explique en grande partie par la petite taille de la population des TNO et par le fait que les besoins en main-d'œuvre de l'économie ténosé, principalement dans l'industrie minière, ne peuvent pas être comblés par les travailleurs locaux.

De 2002 à 2012, les travailleurs non-résidents représentaient environ le tiers de la main-d'œuvre des TNO.

Les non-résidents représentent une portion importante de la main-d'œuvre des TNO



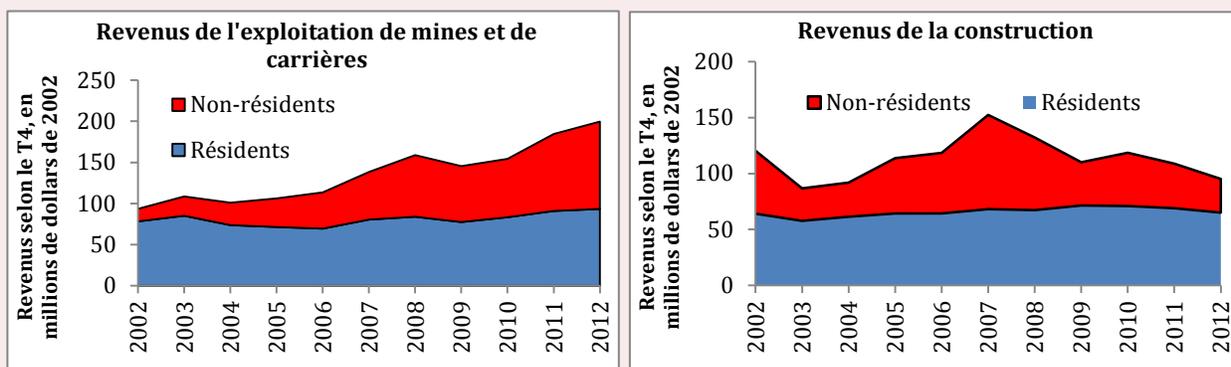
Sources : Statistique Canada et ministère des Finances des TNO

Chaque année aux TNO, de 5 000 à 8 000 postes sont pourvus par des non-résidents. Cela comprend les postes saisonniers, en rotation, temporaires et liés à des projets spéciaux qui ne peuvent être occupés par des travailleurs résidents. De 2002 à 2012, la valeur totale de la rémunération versée aux travailleurs non-résidents occupant de tels postes se situait entre 139 millions de dollars et 323 millions de dollars, soit environ 18 % de tous les revenus d'emploi générés aux TNO.

Les travailleurs non-résidents qui occupent un emploi aux TNO possèdent des compétences recherchées par les entreprises des TNO. Cependant, la dépendance à l'égard des travailleurs de l'extérieur du territoire est synonyme de perte en dépenses de consommation pour les TNO et de perte de recettes pour le GTNO. Les politiques destinées à résoudre ce problème doivent prendre en compte les raisons pour lesquelles les gens viennent aux TNO et en repartent. La migration d'entrée est la principale cause de la croissance de la population. Ce phénomène est attribuable à des perspectives d'emploi plus favorables aux TNO qu'ailleurs au Canada; en d'autres termes, lorsque l'économie des TNO se porte bien, les économies provinciales, elles, vont moins bien.

Encadré 4 : Les travailleurs non-résidents occupent des postes dans des secteurs précis

En 2012, environ 53 % du revenu d'emploi dans l'industrie minière des TNO et 32 % du revenu d'emploi dans le secteur de la construction ont été versés à des travailleurs non-résidents.



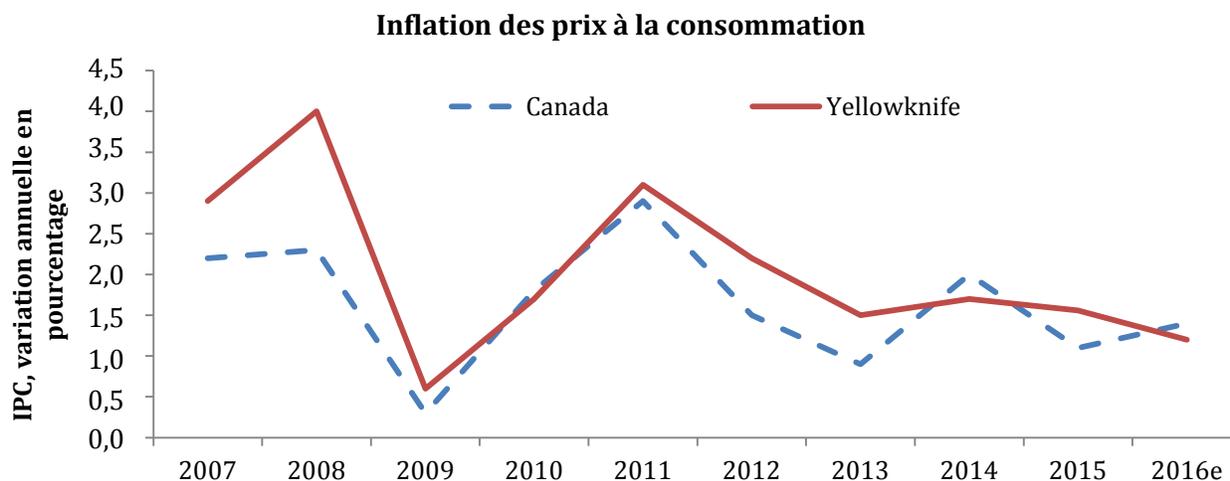
Source : Statistique Canada et ministère des Finances des TNO

Puisque les TNO disputent la main-d'œuvre qualifiée au reste du pays, les stratégies de croissance de la population dépendent de la capacité des TNO à réagir rapidement à l'évolution de la conjoncture économique dans d'autres régions pour saisir les occasions de recrutement là où ils possèdent un avantage comparatif. Cette approche comprend les stratégies de recrutement et de rétention du GTNO et les accords socio-économiques qui officialisent les engagements pris par les grandes sociétés les domaines de l'emploi, de la formation et des occasions d'affaires offertes aux Tenois. Le GTNO s'est également engagé à se pencher sur d'autres facteurs sous-jacents qui contribuent au phénomène des travailleurs non-résidents, en particulier, le coût élevé de la vie.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS – *Coût de la vie*

Le coût de la vie aux TNO est élevé comparativement aux autres régions du pays. L'éloignement, le climat et la faible densité de la population sur un vaste territoire signifient que les résidents et les entreprises paient souvent plus cher pour les biens et services aux TNO que dans les provinces voisines. C'est pourquoi l'inflation – la majoration du niveau global des prix qui entraîne une perte de pouvoir d'achat – est un sujet de préoccupation pour les résidents des TNO.

L'indice des prix à la consommation (IPC) de Yellowknife a augmenté de 1,2 % en 2016, marquant un léger ralentissement par rapport à l'augmentation de 1,6 % de 2015. Cette situation est largement attribuable à la baisse des coûts d'énergie et de logement à la suite de la chute des prix mondiaux du pétrole. Cette baisse du prix du carburant a été contrebalancée par des prix plus élevés pour les biens importés, comme les aliments, en raison de la faiblesse du dollar canadien. Comme les TNO importent une plus grande part de leurs biens de consommation que les autres provinces canadiennes, l'inflation des prix à la consommation à Yellowknife l'an dernier a été un peu plus basse qu'au Canada dans l'ensemble.



Source : Statistique Canada

SECTEURS CLÉS – *Structure de l'économie*

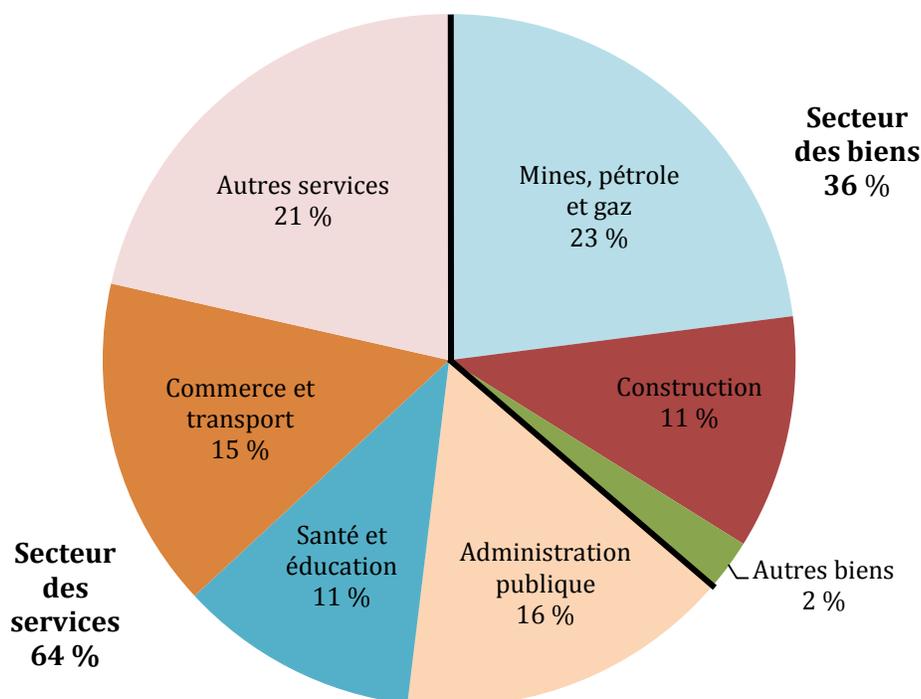
L'économie des TNO repose grandement sur le secteur des ressources extractibles non renouvelables, en particulier sur l'extraction des diamants. En 2015, l'extraction minière, pétrolière et gazière représentait plus d'un cinquième du PIB des TNO si l'on tient compte des effets d'entraînement sur les autres secteurs. Aucun autre secteur n'est aussi dominant dans l'économie des TNO, mais cette situation place le territoire dans une situation précaire.

Dans une économie diversifiée, la croissance est plus stable et équilibrée parce que les risques sont répartis plus également entre de nombreux secteurs, ce qui rend l'économie plus résiliente aux cycles économiques et aux chocs externes. La diversification agit comme une assurance qui atténue la sensibilité de l'économie aux hauts et aux bas associés à une seule industrie, un seul marché ou une seule région. Par exemple, dans une économie diversifiée, on observe des taux de chômage plus faibles durant les ralentissements cycliques.

En 2015, le secteur produisant des biens représentait 36 % du PIB des TNO. Les activités d'extraction de ressources dominent ce secteur aux TNO, même si la part qu'elles occupent a diminué au cours des dernières années. La construction est la deuxième industrie en importance du secteur des biens; elle représentait 11 % du PIB des TNO en 2015. Les autres industries du secteur des biens, qui représentent seulement 2 % du PIB, comprennent les ressources renouvelables, les services publics et les activités de fabrication.

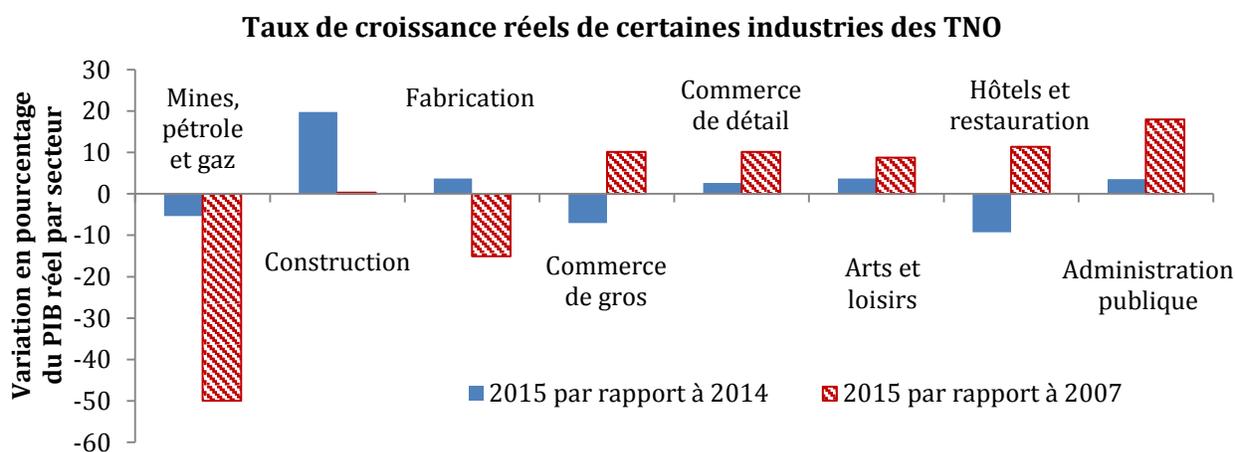
Le secteur de la production des services surpasse celui des biens; il représentait 64 % du PIB des TNO en 2015. Les activités du secteur public dominent le secteur de la production des services, qui comprennent l'administration publique, l'éducation, la santé et les services sociaux, et représentaient 27 % du PIB des TNO en 2015. Ce secteur regroupe aussi des secteurs comme le commerce de gros et le commerce de détail, les banques, les hôtels et les voyagistes.

Le secteur minier domine l'économie des TNO – 2015



Source : Statistique Canada

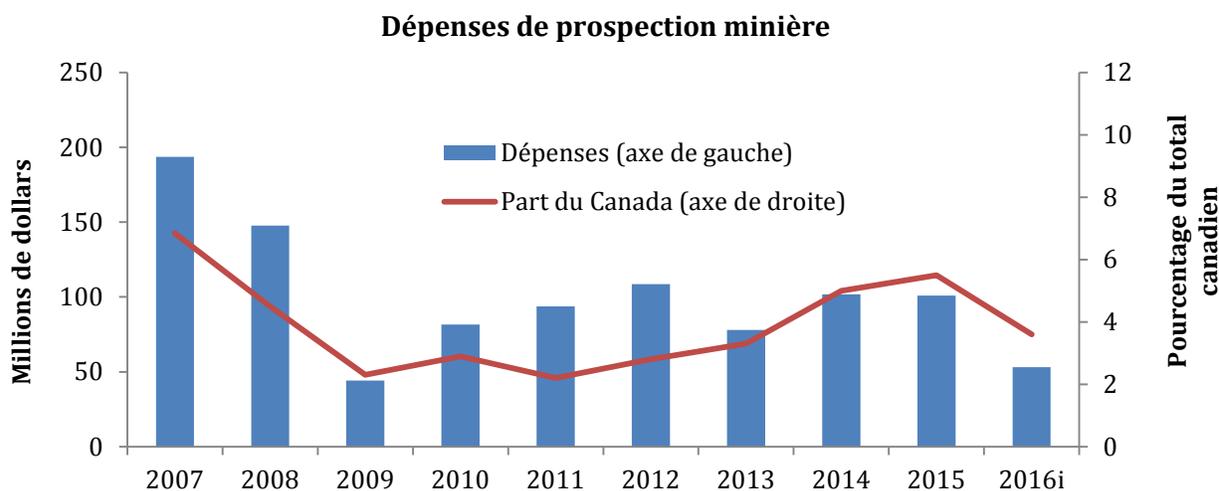
De 2007 à 2015, les secteurs minier, pétrolier et gazier ont régressé de 50 % et le secteur manufacturier a connu une baisse de 15 %, mais celui des hôtels et de la restauration a progressé de 11 %. Cela signifie que la structure de l'économie des TNO a changé : en 2007, le secteur produisant des biens représentait 51 % de l'économie des TNO, mais en 2015, cette proportion était tombée à 36 %. Cette situation illustre le cycle économique du secteur produisant des biens ainsi que la récession mondiale.



Sources : Statistique Canada et ministère des Finances des TNO

SECTEURS CLÉS – *Grandes industries : mines, pétrole et gaz (23 % du PIB)*

Le secteur minier, pétrolier et gazier représente 23 % du PIB, mais si les liens avec d'autres secteurs sont pris en compte, il représente près du tiers de l'économie. Les dépenses de prospection minière et de mise en valeur des gisements ont très légèrement fléchi l'an dernier, s'élevant à 100 millions de dollars en 2015, contre 102 millions en 2014. Toutefois, les dépenses prévues pour 2016 devraient chuter à 53 millions de dollars. Les dépenses de prospection se concentrent de plus en plus sur les diamants; elles comptent en effet pour plus des trois quarts des dépenses prévues en 2016, comparativement à un peu plus d'un quart de 2010 à 2012. En proportion du total canadien, les dépenses de prospection et de mise en valeur des TNO sont passées de 5,0 % en 2014 à 5,9 % en 2015, pour ensuite chuter à 3,6 % en 2016. La faiblesse des prix des matières premières continuera d'avoir des répercussions sur le développement des ressources au Canada.



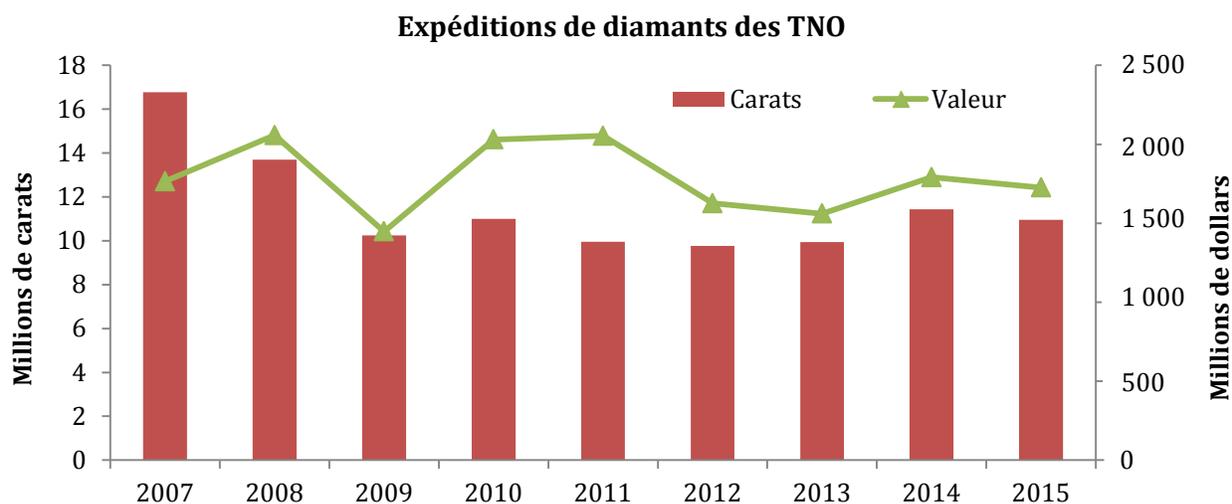
p : perspectives

Source : Ressources naturelles Canada

En 2015, plus de la moitié des dépenses a été consacrée à des activités de prospection minière liées à la découverte et à la réévaluation de gisements minéraux aux TNO. Le reste des dépenses a été consacré à la mise en valeur et au développement de projets déjà en chantier. Près de 86 % de ces dépenses ont été consacrés à la prospection et à la mise en valeur des diamants.

Trois mines de diamants sont entrées en production aux TNO : Ekati, Diavik et Gahcho Kué, dont la production commerciale a démarré au début janvier 2017. La mine de Snap Lake a été placée en mode de surveillance et d'entretien en décembre 2015 et sera inondée au début 2017.

La production de carats dans les mines de diamants des TNO a diminué de 4,2 %, passant de 11,4 millions de carats en 2014 à 11 millions en 2015, et la valeur des expéditions de diamants a baissé de 3,8 %, passant de 1,8 milliard de dollars en 2014 à 1,7 milliard de dollars en 2015.

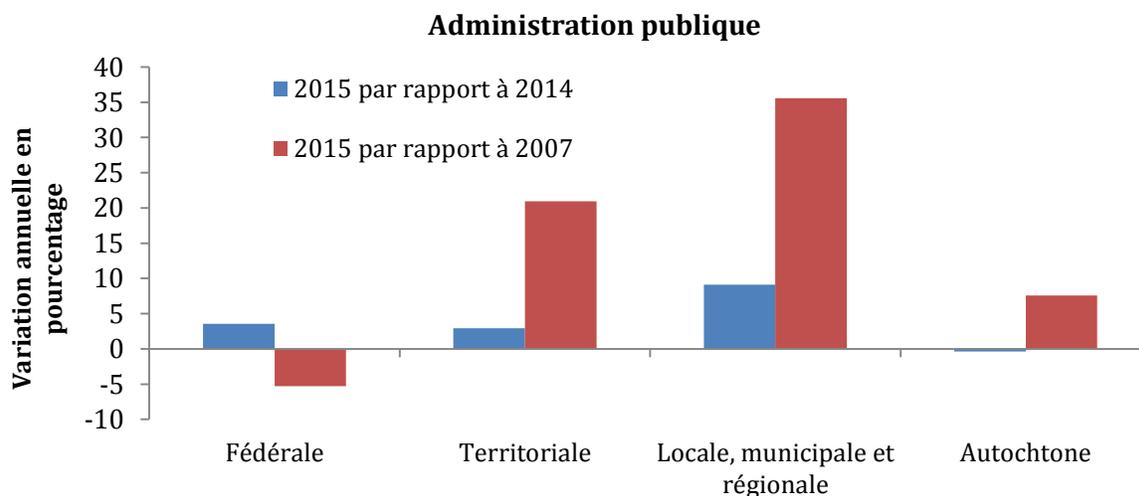


Source : Bureau de la statistique des TNO et ministère des Finances des TNO

SECTEURS CLÉS – *Grandes industries : administration publique (16 % du PIB)*

Les services d'administration publique (de tous paliers gouvernementaux : fédéral, territorial, municipal et autochtone) constituent la deuxième industrie en importance aux TNO; ils représentent 16 % du PIB et sont une importante source de création d'emplois et de revenus. L'administration publique comprend les tribunaux, les services policiers et correctionnels, la protection contre les incendies, la défense et l'administration des programmes publics, à l'exclusion des secteurs des services de santé, des services sociaux et de l'éducation.

Les dépenses pour l'administration publique sont demeurées relativement stables en 2015, augmentant seulement de 1,9 % par rapport à 2014. Depuis 2007, les dépenses pour l'administration publique de tous les ordres de gouvernement ont fortement augmenté, sauf au fédéral, où elles ont diminué de 3,2 % de 2007 à 2015, une baisse en partie attribuable au transfert au GTNO de la gestion des terres, des eaux et des ressources non renouvelables, le 1^{er} avril 2014.

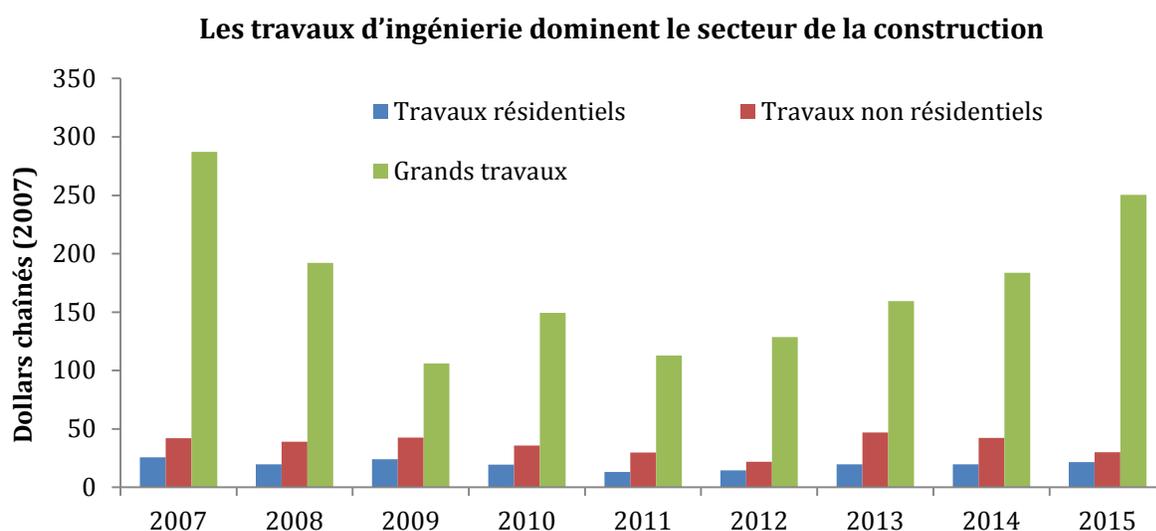


Source : Statistique Canada

SECTEURS CLÉS – *Grandes industries : construction (11 % du PIB)*

Le secteur de la construction regroupe la construction résidentielle, la construction non résidentielle, les services d'ingénierie ainsi que les activités de réparation et de soutien. À la différence de nombreux autres territoires ou provinces, les services d'ingénierie aux TNO dominent les activités dans le domaine de la construction pour ce qui est de la valeur. En 2015, ils représentaient environ les deux tiers des dépenses réelles de construction.

Dans l'ensemble, les activités de construction ont augmenté de 20 % en 2015 par rapport à 2014, et elles ont maintenant de retour à leur niveau d'avant la récession. Les projets comme la construction de la mine Gahcho Kué (coût : un milliard de dollars), la route d'Inuvik à Tuktoyaktuk (coût : 300 millions), et la liaison par fibres optiques de la vallée du Mackenzie (coût : 91 millions de dollars) ont contribué à faire augmenter les dépenses en travaux d'ingénierie de plus d'un tiers de 2014 à 2015, alors que la construction résidentielle a progressé d'un modeste 10 %, et que la construction non résidentielle a chuté de 29 %.

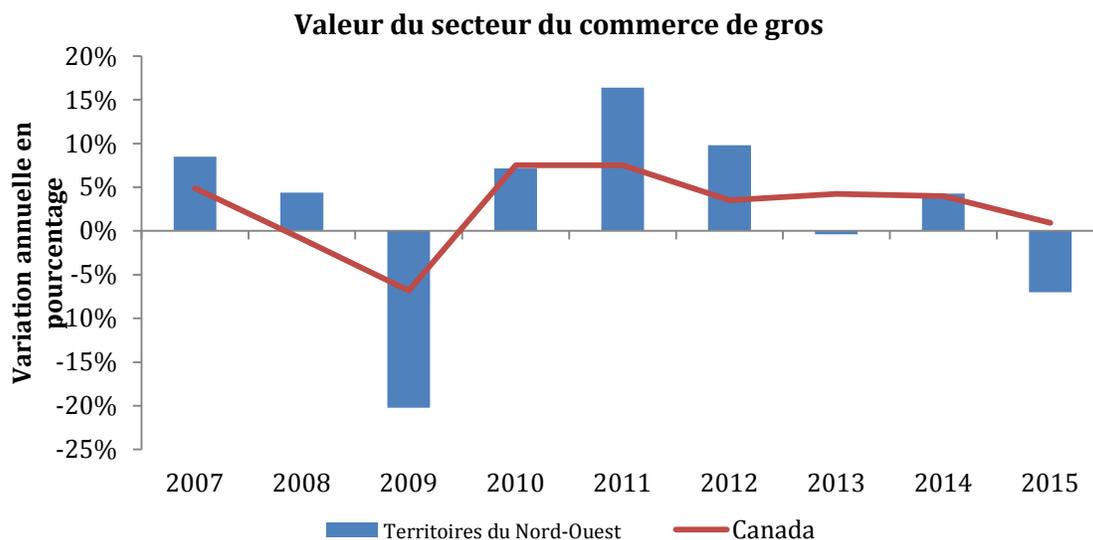


Source : Statistique Canada

AUTRES SECTEURS

Commerce de gros (3 % du PIB)

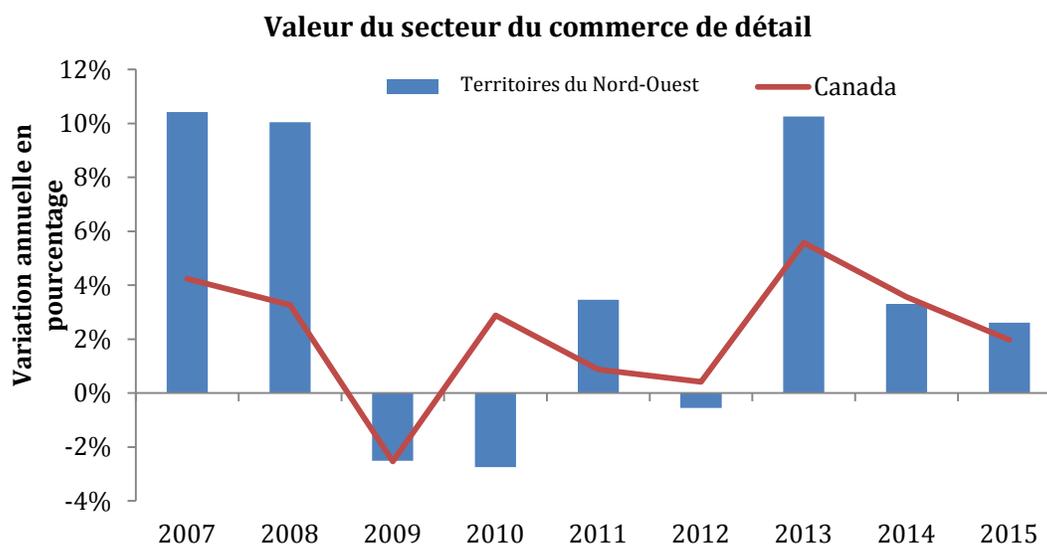
Aux TNO, le commerce de gros a régressé de 7,0 %, passant de 141 millions de dollars en 2014 à 131 millions de dollars en 2015. À l'échelle nationale, l'industrie a enregistré une légère hausse de 0,9 % pour la même période.



Source : Statistique Canada

Commerce de détail (5 % du PIB)

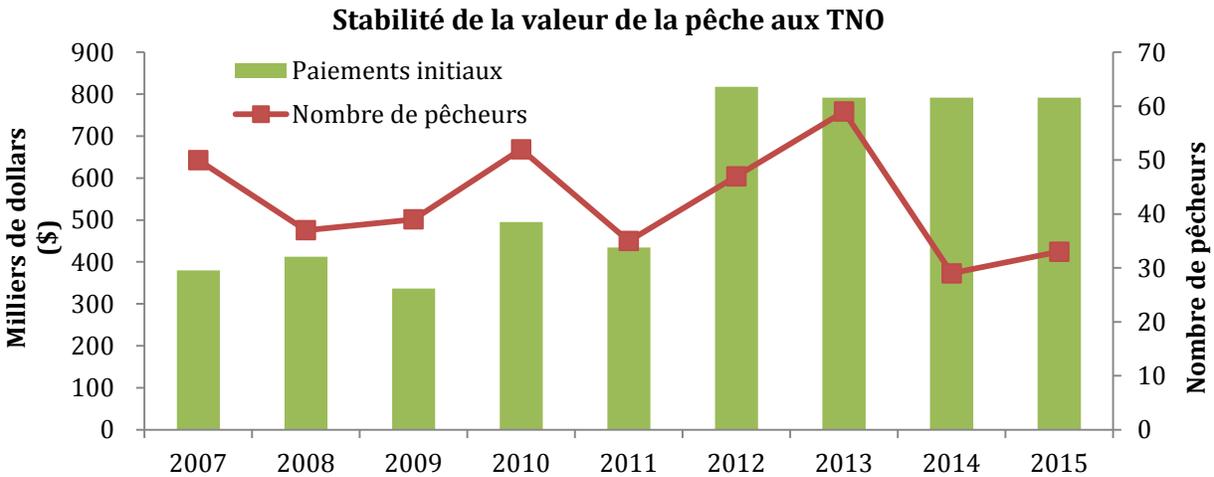
Le secteur du commerce de détail des TNO est passé de 203 millions de dollars en 2014 à 209 millions de dollars en 2015, soit une augmentation de 2,6 %. À l'échelle nationale, l'industrie a enregistré une hausse de 2,0 % pour la même période.



Source : Statistique Canada

Pêche commerciale

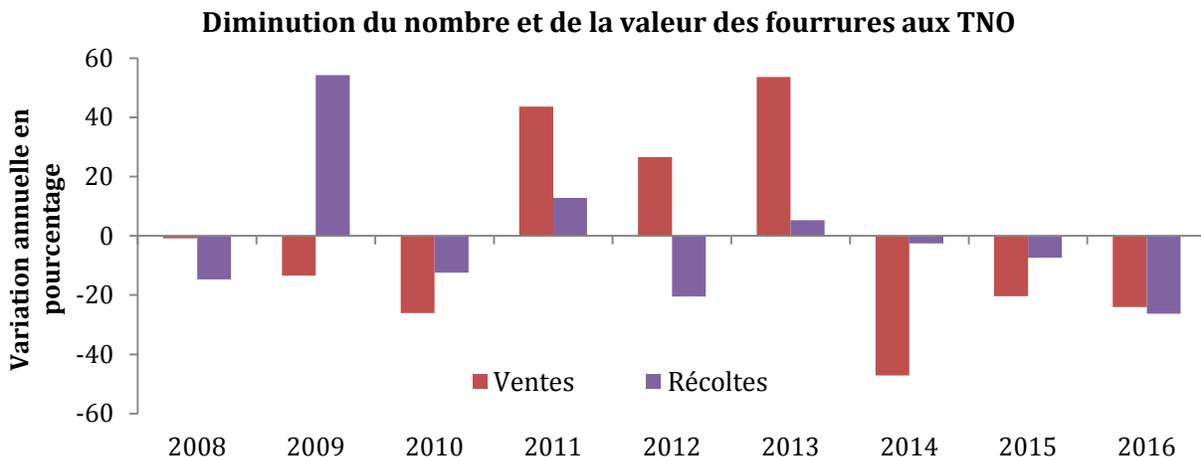
La pêche commerciale aux TNO est modeste et offre un potentiel de croissance. Les paiements initiaux aux pêcheurs ténois – au point de livraison et net de fret – sont demeurés pratiquement inchangés en 2015, diminuant de 0,1 % par rapport à 2014, soit 791 500 dollars, alors que la quantité a augmenté de 50 %, passant de 288 000 kilos en 2014 à 432 000 kilos en 2015.



Source : Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Piégeage et pêche

Le piégeage est un volet du secteur des ressources renouvelables et représente une importante source de nourriture pour de nombreux Ténos, en particulier dans les petites collectivités. Aux TNO, au cours de l'exercice ayant pris fin le 30 juin 2016, environ 17 250 peaux ont été vendues, une diminution de 26 % par rapport à l'année précédente, et la valeur des fourrures vendues a diminué de 24 %, se chiffrant à 742 200 dollars. Le nombre de piégeurs professionnels a quant à lui augmenté de 3,5 %, pour atteindre 677 piégeurs. Malgré le déclin constant des ventes totales, reflet des conditions actuelles du marché, le programme Fourrures authentiques de la vallée du Mackenzie continue à produire les effets escomptés, c'est-à-dire stabiliser le marché pour les piégeurs des TNO et leur procurer du soutien financier.



Sources : Ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement et ministère des Finances des TNO

Tourisme

Le tourisme n'est pas un secteur officiel selon les données sur le PIB des TNO, mais il influence le calcul de certaines composantes du PIB, notamment les services de voyage, l'hébergement et le commerce de détail. De 2014-2015 à 2015-2016, le nombre de visiteurs a augmenté de 10,7 %, passant de 84 800 à 93 900. Durant la même période, les dépenses des visiteurs ont grimpé de 14,0 %, passant de 147 millions de dollars à 167 millions de dollars.

Tourisme des TNO, nombre de visiteurs et dépenses des visiteurs



Source : Ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement des TNO

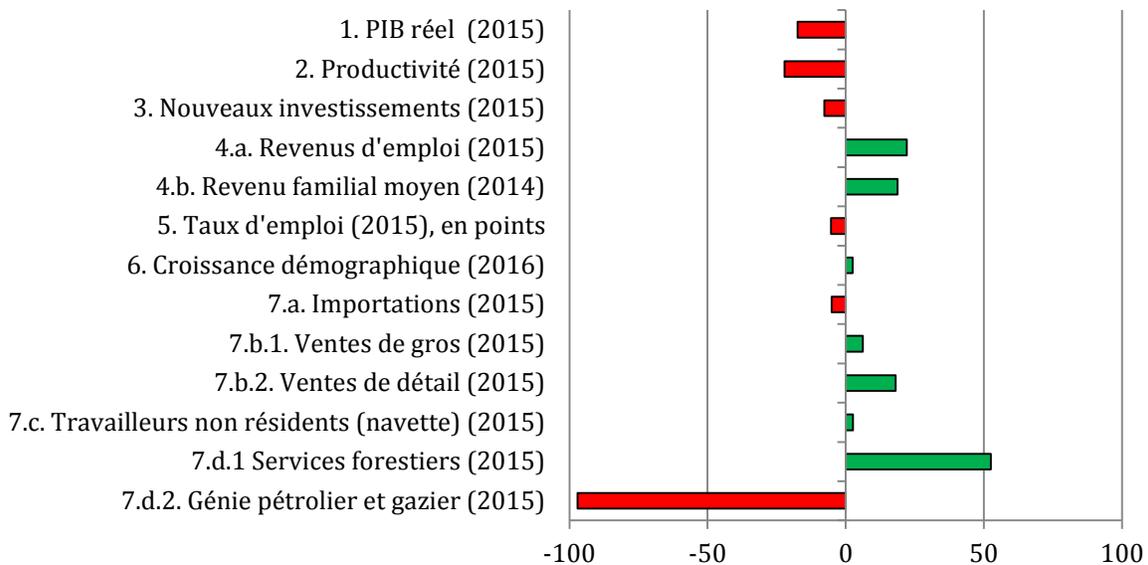
INDICATEURS DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES – CADRE STRATÉGIQUE DE LA POLITIQUE MACROÉCONOMIQUE

Le *Cadre stratégique de la politique macroéconomique* du GTNO sert à guider les décisions en matière d'investissements et de politiques. Le Cadre comprend 13 indicateurs de rendement servant à mesurer la variation des résultats économiques des TNO au fil du temps, en comparant les indicateurs avec leurs valeurs de référence de 2007. Ces indicateurs ont été conçus pour produire des mesures générales du bien-être économique et fournir une indication de l'efficacité des investissements du GTNO en vue de stimuler et de diversifier l'économie.

Sept des treize indicateurs sont maintenant sur la bonne voie, mais les facteurs clés de l'accroissement du PIB, la productivité et les nouveaux investissements, sont du côté négatif et continuent de freiner la croissance économique. Dans le graphique ci-dessous, les colonnes rouges indiquent une baisse par rapport à l'année de référence et les vertes, une hausse.

L'économie des TNO s'est montrée très peu résiliente depuis la crise financière mondiale, et la récession qui en a découlé a frappé le territoire en 2009. La preuve en est que de nombreux indicateurs n'ont pas encore retrouvé leurs niveaux d'avant la récession. Deux des facteurs déterminants du faible niveau de résilience sont la dépendance économique à l'égard de l'industrie des ressources extractibles (principalement des diamants) et l'ouverture de l'économie ténnoise en matière de libre circulation des personnes et des capitaux, qui peuvent se déplacer vers des provinces dont la situation est plus favorable en cas de difficultés économiques aux TNO. Pour le GTNO, le défi consiste à déterminer et à faire progresser des occasions d'investissement qui généreront des bénéfices durables dans la conjoncture économique mondiale où les entreprises ténnoises tentent de se distinguer.

Indicateurs de rendement du Cadre stratégique de la politique macroéconomique



Sources : Statistique Canada, Bureau de la statistique des TNO et ministère des Finances des TNO

Examen fiscal

Le budget de 2017-2018 s'inscrit dans la voie tracée au début de la 18^e Assemblée législative en visant les priorités établies dans le mandat de l'Assemblée. Pour que ces priorités puissent être réalisées, l'objectif général des budgets de 2016-2017 et de 2017-2018 consiste à assurer la viabilité financière du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO). Sans ce plan budgétaire à long terme, le GTNO risque de perdre sa capacité à fournir des programmes et services fondamentaux de qualité, à investir dans les infrastructures nécessaires à leur prestation, et à investir dans les priorités de la 18^e Assemblée législative.

Les perspectives de croissance à moyen terme des recettes du GTNO sont nulles, ce qui limite la capacité du gouvernement à répondre aux priorités du mandat de la 18^e Assemblée législative sans réduire ses dépenses ailleurs. Le gouvernement continue de gérer ses dépenses de fonctionnement rigoureusement pour réduire le déficit accumulé par les Assemblées législatives précédentes pendant le mandat de la 18^e Assemblée. Il est donc difficile pour l'Assemblée actuelle de mettre en œuvre de nouvelles initiatives et d'améliorer les programmes et services existants.

Le budget de 2017-2018 fait progresser la stratégie budgétaire pour garantir que les excédents de fonctionnement obtenus depuis 2011-2012 continuent de s'accumuler. Le gouvernement a besoin de ces excédents pour réaliser des investissements stratégiques en infrastructure et ainsi faire croître l'économie et assurer la prestation de ses programmes et de ses services, entretenir ses infrastructures actuelles et disposer de la marge de manœuvre nécessaire pour les dépenses ponctuelles inattendues, comme la suppression d'un incendie de forêt ou les subventions à l'utilisation du diesel parce que le niveau de l'eau est bas dans le système hydroélectrique.

Stratégie budgétaire

Le GTNO prépare deux budgets : un budget de fonctionnement, qui prévoit le financement de la prestation des programmes et services gouvernementaux, et un budget d'immobilisations, qui prévoit le financement des infrastructures. Le total des recettes doit couvrir les dépenses combinées de ces deux budgets; sinon, le gouvernement est contraint d'emprunter, et donc d'augmenter sa dette. Les emprunts du GTNO sont limités par le plafond de 1,3 milliard de dollars imposé par le gouvernement fédéral ainsi que par ses propres lignes directrices pour la gestion prudente de la dette, qui sont décrites dans sa Politique de gestion responsable des finances.

La stratégie budgétaire doit prévoir l'obtention d'excédents de fonctionnement pour que le GTNO puisse continuer à financer des infrastructures, y compris la rénovation de logements, de centres de santé et d'écoles, conformément à sa Politique de gestion responsable des finances.

La stratégie budgétaire adoptée au début de la 18^e Assemblée législative vise principalement trois objectifs :

- Parvenir à une croissance viable dans les dépenses de fonctionnement en s'assurant que la croissance des coûts des programmes et des services ne dépasse pas celle des recettes.
- Renforcer les capacités financières du GTNO en réduisant ses dépenses de fonctionnement et en augmentant ses recettes pour qu'il puisse remédier au déficit infrastructurel du territoire et faire d'autres investissements stratégiques.
- Revenir à la production d'un petit excédent de trésorerie d'ici la fin de la 18^e Assemblée législative.

L'application continue de cette stratégie nécessite de la discipline, particulièrement sur le plan des dépenses. La majorité du budget du GTNO est financé par des transferts fédéraux, ce qui restreint ses possibilités de produire des excédents de fonctionnement en levant plus d'impôts ou en créant de nouvelles sources de recettes autonomes. Toutefois, l'Assemblée législative étudie actuellement différents moyens d'augmenter les recettes qui lui ont été proposés dans un document de travail le 1^{er} mars 2016. Ces moyens sont envisagés en fonction de leur potentiel de génération de recettes, des principes s'appliquant à une politique fiscale saine, y compris la prévisibilité, la justesse, l'efficacité et la simplicité administrative, ainsi que de leur incidence potentielle sur l'économie des Territoires du Nord-Ouest (TNO).

Les mesures entourant les recettes s'inscrivent dans une stratégie à long terme. Comme la portion du budget qui est financée par des recettes autonomes est relativement petite, le gouvernement ne peut se contenter de créer de nouvelles taxes ou d'augmenter ses taux pour relever ses défis budgétaires, mesures qui risqueraient d'avoir des conséquences graves sur le coût de la vie et des affaires aux TNO. La lenteur de la croissance des recettes totales découle de la lenteur de la croissance des transferts fédéraux; malgré le fait qu'ils constituent la majorité des recettes du GTNO, ce dernier ne peut exercer aucune influence directe sur ces transferts. Par conséquent, les excédents seront réalisés essentiellement par une gestion prudente de la croissance des dépenses de fonctionnement.

Situation et perspectives budgétaires

Depuis le budget 2010-2011, le GTNO s'efforce de maintenir le rythme de croissance de ses dépenses à un niveau inférieur à celui de ses recettes afin de produire des excédents de fonctionnement qu'il peut investir en infrastructures. Il est plus important que jamais de mettre l'accent sur la gestion prudente des dépenses, car les prévisions de croissance des recettes pour les cinq prochaines années sont pratiquement nulles. Par conséquent, le gouvernement devra modérer la croissance de ses dépenses pour dégager des excédents de fonctionnement, qui sont essentiels à la viabilité des investissements en infrastructures.

À ce jour, les efforts pour contenir la croissance des dépenses se sont avérés fructueux, contribuant à cinq années consécutives d'excédents de fonctionnement (2011-2012 à 2015-2016). Des excédents sont prévus pour 2016-2017, et le maintien du plan financier actuel devrait produire d'autres excédents pour 2017-2018 et le reste du mandat de la 18^e Assemblée législative. Le GTNO a fait preuve de prudence dans l'établissement de son budget de fonctionnement, en réduisant la

croissance des dépenses liées aux programmes de moitié par rapport à il y a cinq ans. Les excédents de fonctionnement ainsi dégagés ont permis au gouvernement d'effectuer des investissements en infrastructures qu'il n'aurait jamais pu faire autrement. Toutefois, ces investissements ont nécessité de nouveaux emprunts à court terme qui devront bientôt être remboursés.

La prudence financière du GTNO est reconnue par Moody's Investors Service, qui attribue au GTNO la cote Aa1, l'une des plus élevées qui soient, depuis 2006. Grâce à cette cote, le GTNO bénéficie de conditions d'emprunt favorables.

Budget de dépenses révisé de 2016-2017

On prévoit que l'excédent de fonctionnement de 2016-2017 atteindra 126 millions de dollars, soit 7 millions de plus que le montant prévu dans le budget principal des dépenses de 2016-2017, en raison d'une augmentation de 36 millions de dollars des recettes estimées, qui est partiellement compensée par la hausse attendue des dépenses supplémentaires. Les recettes de 2016-2017 devraient s'élever à 1,846 milliard de dollars, une hausse de 2,0 % par rapport au budget principal des dépenses de 2016-2017. On s'attend aussi à une augmentation de 17 millions de dollars des transferts par rapport au budget principal des dépenses de 2016-2017. Les recettes autonomes ont été revues à la hausse de 20 millions de dollars, situation principalement attribuable à la remontée de l'impôt sur le revenu des sociétés et à la croissance modeste de l'impôt sur le revenu des particuliers, de l'impôt foncier et des taxes scolaires. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par la diminution des recettes tirées de l'exploitation des ressources non renouvelables, qui ont baissé de 7 millions de dollars par rapport aux chiffres du budget principal des dépenses, et des autres recettes générales, qui ont baissé de 3,5 millions de dollars.

Les dépenses en infrastructures devraient atteindre 489 millions de dollars en 2016-2017, soit 169 millions de plus que ce que prévoyait le budget de dépenses en immobilisations pour le même exercice. Cette hausse est pour l'essentiel attribuable à des reports de l'exercice 2015-2016, mais 26 millions de dollars ont été affectés à de nouveaux financements pour les infrastructures de transport.

La dette totale prévue au 31 mars 2017 s'élève à 961 millions de dollars, ce qui laisse la possibilité d'emprunter encore 339 millions de dollars avant d'atteindre la limite d'emprunt de 1,3 milliard de dollars imposée par le gouvernement fédéral.

Budget de 2017-2018

Le budget de 2017-2018 propose des dépenses de fonctionnement de 1,66 milliard de dollars et prévoit des recettes de 1,86 milliard de dollars. Après avoir pris en compte les contributions à l'infrastructure et les exigences de réserves supplémentaires, l'excédent de fonctionnement devrait s'élever à 167 millions de dollars.

On prévoit que le budget principal des dépenses de 2017-2018 verra les recettes totales augmenter de 13 millions de dollars par rapport au budget de dépenses révisé de 2016-2017, soit un taux de croissance pratiquement nul. En 2017-2018, la subvention de la formule de financement des territoires, qui représente toujours l'essentiel des recettes du GTNO, augmentera de 1,0 %, soit de 13 millions de dollars. Les autres transferts devraient demeurer stables, enregistrant une légère baisse de 1 million de dollars (0,6 %).

Les recettes autonomes du GTNO (y compris les recouvrements) devraient constituer 24 % des recettes totales en 2017-2018. On ne s'attend à aucune variation dans les recettes fiscales; la remontée prévue de l'impôt sur le revenu des sociétés devrait être contrebalancée par une baisse de l'impôt sur le revenu sur les particuliers, de l'impôt foncier et des taxes scolaires. Les redevances minières, qui constituent la majorité des recettes tirées de l'exploitation des ressources, devraient elles aussi rester stables en 2017-2018, tout comme la portion restante des recettes autonomes.

Les investissements en infrastructures de 2017-2018, qui ont été approuvés en octobre 2016, devraient totaliser 266 millions de dollars, ce qui comprend les contributions à l'infrastructure.

Le budget de 2017-2018 marque un tournant décisif dans le combat contre l'accumulation des emprunts à court terme : on prévoit un léger excédent de trésorerie de 15 millions de dollars, tiré des opérations, réduisant le déficit de trésorerie global à 305 millions de dollars au 31 mars 2018.

On prévoit que la dette totale, incluant celle de la Société d'hydro des Territoires du Nord-Ouest et d'autres organismes publics, atteindra 990 millions de dollars au 31 mars 2018, ce qui laisserait la possibilité d'emprunter encore 310 millions de dollars avant d'atteindre la limite d'emprunt de 1,3 milliard de dollars imposée par le gouvernement fédéral.

Perspectives à moyen terme

Les mesures prises pour atteindre les objectifs stratégiques du gouvernement ont embelli les perspectives à moyen terme. Celles-ci indiquent que le déficit de trésorerie devrait pratiquement être supprimé dans la première année du mandat de la prochaine Assemblée législative, ce qui améliorera nettement la situation budgétaire du GTNO.

Comme on prévoit que la croissance des recettes sera presque nulle (1,1 % annuellement), il sera nécessaire de continuer à comprimer les dépenses pendant la période couverte par la prévision. Conformément à la stratégie budgétaire, les perspectives actuelles supposent que les dépenses afficheront le même taux de croissance que les recettes, soit 1,1 % par année pendant cette période. Les prévisions de croissance des dépenses reposent sur le fait que l'augmentation des coûts des programmes et services existants sera limitée.

Perspectives à moyen terme (en millions de dollars)

	2015-2016 (réels)	2016-2017 (révisés)	2017-2018 (estimés)	2018-2019 (prévision)	2019-2020 (prévision)	2020-2021 (prévision)
 FONCTIONNEMENT						
Recettes totales	1,833	1,846	1,859	1,824	1,876	1,928
Dépenses totales ¹	(1,723)	(1,720)	(1,692)	(1,705)	(1,765)	(1,796)
Excédent de fonctionnement (déficit)	109	126	167	119	111	132
 DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS						
	201	379	253	185	140	121
 TOTAL (DETTE) AU 31 MARS						
Excédent de trésorerie (déficit) au 31 mars	(245)	(320)	(305)	(244)	(137)	(12)
Dettes à long terme et dette garantie ²	(519)	(641)	(685)	(737)	(756)	(777)
Total (dette) au 31 mars	(764)	(961)	(990)	(981)	(893)	(789)
 LIMITE D'EMPRUNT						
	1,300	1,300	1,300	1,300	1,300	1,300
 CAPACITÉ D'EMPRUNT DISPONIBLE						
	536	339	310	319	407	511

¹ Comprend des contributions aux infrastructures.

² Comprend les dettes de la Société d'énergie des TNO, de la NWT Energy Corporation et de la Société d'habitation des TNO, ainsi que la dette contractée pour le pont de Deh Cho et celle de l'Administration scolaire confessionnelle publique de district de Yellowknife.
Le total peut ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels, car les chiffres ont été arrondis.

Tout au long de la période visée par les prévisions, la dette du GTNO demeurera sous le plafond d'emprunt de 1,3 milliard imposé par le gouvernement fédéral, et les paiements affectés au service de la dette resteront inférieurs à la limite de 5 % prescrite par la Politique de gestion responsable des finances. Toutefois, celle-ci exige également qu'au moins la moitié des investissements annuels en infrastructures soit financée par les excédents de fonctionnement. C'est pourquoi le budget alloué à ces investissements, et du coup, le déficit, est réduit dans les perspectives. Les mesures prises jusqu'à maintenant ne suffiront pas à éliminer les emprunts à court terme d'ici la fin du mandat de la 18^e Assemblée législative. Pour augmenter ce budget et ainsi être en mesure d'investir pour protéger le parc d'infrastructures existant et remédier au déficit infrastructurel de 3,4 milliards de dollars, des économies ou des recettes supplémentaires devront être dégagées.

L'investissement stratégique dans les infrastructures de transport et d'énergie reste prioritaire, puisqu'il permettra à la fois de soutenir l'économie du territoire à long terme et de réduire les coûts élevés de l'énergie.

Outre les questions de développement économique, la petitesse de l'assiette fiscale limite grandement les possibilités d'augmentation des recettes autonomes. Près des deux tiers des recettes du GTNO proviennent de la subvention de la formule de financement des territoires (et les trois quarts de transferts fédéraux en général), sur laquelle il n'a aucune prise. Au cours des quatre prochaines années, on prévoit que la dotation au titre de la formule de financement des territoires sera augmentée d'environ 1,7 % par année. Cette estimation repose sur certaines hypothèses concernant les dépenses des administrations provinciales et locales ainsi que le taux de croissance démographique relatif des TNO par rapport à l'ensemble des provinces, qui sont les principales variables déterminant cette augmentation. Les mesures de compression des dépenses adoptées par les provinces et la faible croissance démographique des TNO contribueront à ralentir l'augmentation de la subvention de la formule de financement des territoires et, par conséquent, celle des recettes totales.

Le GTNO a mis en place plusieurs stratégies qui favoriseront la robustesse et le dynamisme de l'économie. De plus, il réalisera des investissements stratégiques en infrastructures, en accord avec sa propre Politique de gestion responsable des finances et dans les limites du plafond d'emprunt imposé par le gouvernement fédéral. Avec le temps, ces mesures devraient contribuer au renforcement et à la diversification de l'économie.

Perspectives selon la Politique de gestion responsable des finances (*en millions de dollars*)

	2015-2016 (réels)	2016-2017 (révisés)	2017-2018 (estimation)	2018-2019 (prévision)	2019-2020 (prévision)	2020-2021 (prévision)
Trésorerie nécessaire pour les dépenses d'investissement en infrastructure - déduction faite des contributions reportées reçues durant l'exercice	201	379	253	185	140	121
Paiements du service de la dette :						
Contrats de location	3	3	3	3	3	3
FOVM - paiement d'immobilisation	-	-	8	8	8	8
Stanton - paiement d'immobilisation	-	-	-	12	18	18
Pont de Deh Cho	9	9	10	11	12	12
Dépenses liées aux intérêts à court terme	1	2	2	2	2	2
Total des paiements du service de la dette	13	14	23	36	43	43
Pourcentage des recettes	0.8%	0.8%	1.2%	2.0%	2.3%	2.2%
Répercussions de la Politique de gestion responsable des finances :						
1. Paiement maximal du service de la dette - 5 % des recettes	86	92	93	91	94	96
2. Exigences liées à l'excédent d'encaisse d'exploitation pour :						
Financer un minimum de 50 % des dépenses en immobilisations	101	189	126	92	70	60
Financer le paiement du service de la dette	13	14	23	36	43	43
Total des exigences liées à l'excédent d'encaisse d'exploitation	114	203	149	128	113	103
3. Encaisse d'exploitation disponible :						
Excédent d'exploitation (déficit) - à des fins de planification budgétaire	109	126	167	119	111	132
Moins les contributions reportées	-	-	-	(3)	(3)	(3)
Plus les dépenses d'amortissement et autres éléments hors trésorerie	84	93	98	107	112	115
Total de l'encaisse d'exploitation disponible	194	219	265	223	219	244
4. Excédent (manque à gagner) en trésorerie générée par les activités d'exploitation	80	15	115	94	106	140

Risques pour les perspectives

À l'heure actuelle, le risque d'endettement est considéré comme faible; le service de la dette devrait n'absorber qu'environ 2 % des recettes totales au cours de la période, compte tenu du niveau d'endettement relativement bas et des faibles taux d'intérêt en vigueur.

Toutefois, de nombreux autres risques budgétaires pèsent sur le GTNO :

- La dépendance de l'économie ténosée au secteur des ressources. Les activités de ce secteur sont très variables, et c'est pourquoi les TNO affichent la croissance économique la plus volatile au Canada. Les répercussions de cette volatilité sur les recettes du GTNO peuvent

varier considérablement d'une année à l'autre. Les activités du secteur des ressources ont des effets sur la croissance économique à long terme de même que sur la volatilité des recettes autonomes du GTNO.

- La volatilité des recettes. Traditionnellement, l'impôt sur les sociétés a constitué la source de recettes autonomes la plus volatile du GTNO. Mais au fil du temps, la subvention de la formule de financement des territoires réagit aux variations des revenus d'impôt. Les recettes provenant de l'exploitation des ressources sont volatiles, mais leur variabilité ne sera pas contrebalancée par la formule de financement des territoires, qui n'en tient pas compte dans son calcul. Comme ces recettes sont corrélées aux fluctuations des prix des produits de base et des taux de change et aux décisions opérationnelles des exploitants, il est difficile d'établir des prévisions à leur égard. Pour le budget de fonctionnement, le risque de perturbations importantes des recettes d'exploitation des ressources est en grande partie neutralisé par la détermination du GTNO à ne pas utiliser ces recettes pour financer ses activités de fonctionnement, et de les consacrer plutôt au Fonds du patrimoine, au remboursement de la dette et aux infrastructures.
- Le ralentissement de la croissance des recettes. La formule de financement des territoires représente les deux tiers des recettes totales, ce qui donne une stabilité considérable au budget d'une année à l'autre. Toutefois, l'augmentation du financement dépend largement de la croissance de la population ténosaise par rapport aux dépenses des gouvernements fédéral, provinciaux et locaux. Une croissance démographique nulle ou négative et d'autres mesures d'austérité budgétaire de la part des gouvernements provinciaux et locaux se traduiraient par une augmentation moindre de cette subvention.
- Pressions continues sur les dépenses de fonctionnement. Le GTNO subit des pressions continues pour bonifier les initiatives existantes et mettre en œuvre de nouvelles initiatives, mais sans réduire l'enveloppe des programmes et services existants. Même si le GTNO a réalisé des progrès constants dans la réduction du taux de croissance des dépenses liées aux programmes, il devra poursuivre ses efforts pour veiller à ce que le rythme d'augmentation des dépenses ne dépasse pas celui des recettes, faute de quoi sa situation budgétaire pourrait se détériorer.
- Dépenses imprévues et dépassements de coûts des projets d'immobilisations. Les pics de dépenses de fonctionnement correspondent habituellement à des événements imprévus, comme des efforts extraordinaires de lutte contre les incendies ou d'autres catastrophes naturelles. Lorsque le GTNO entreprend des projets d'immobilisations de grande envergure, le risque que survienne un dépassement de coûts susceptible de fragiliser son cadre financier est exacerbé.

BUDGET DE 2017-2018

Initiatives pour les recettes

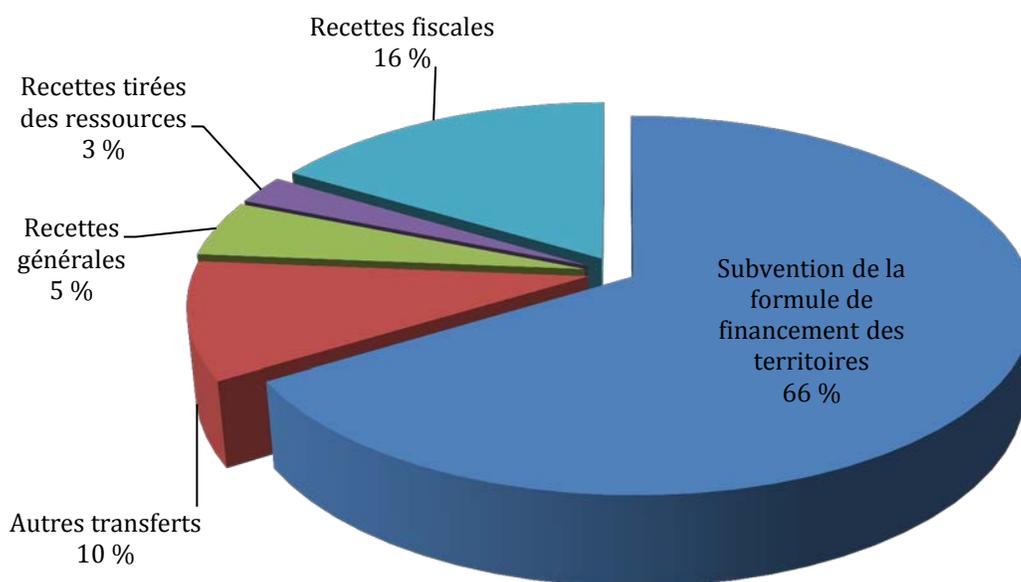
Aucune nouvelle taxe n'est annoncée dans le budget de 2017-2018.

Le 1^{er} avril 2017, la taxe sur le tabac passera à 0,304 \$ par cigarette et à 0,272 \$ par gramme de tabac en vrac. Les taux par mille d'impôt foncier et plusieurs droits seront indexés sur l'inflation à

compter de cette même date. Ces augmentations découlent de la politique du GTNO d'indexer, dans la mesure du possible, les taux de taxe sur le tabac et d'impôt foncier, la majoration sur les spiritueux et les droits.

Dans le budget de 2017-2018, le GTNO s'engage à étudier la possibilité d'instaurer deux nouvelles taxes : une sur le carbone et une sur les boissons sucrées. Le gouvernement a signé le Cadre pancanadien sur le changement climatique et s'est engagé à analyser les conséquences qu'aurait l'ajout en 2018-2019 d'une taxe de 10 \$ par tonne d'émissions de gaz à effet de serre dans le cadre d'un programme national de tarification du carbone. Cette analyse portera notamment sur les façons de faire en sorte que la taxe n'ait aucune incidence sur le revenu des Tenois et des entreprises. Quant à la taxe sur les boissons sucrées, on l'envisage dans le but de décourager leur consommation; on s'attend à ce que la réduction de la consommation de sucre contribue à la prévention de certains problèmes de santé dans la population, notamment l'obésité et le diabète.

Recettes du GTNO pour 2017-2018, par source

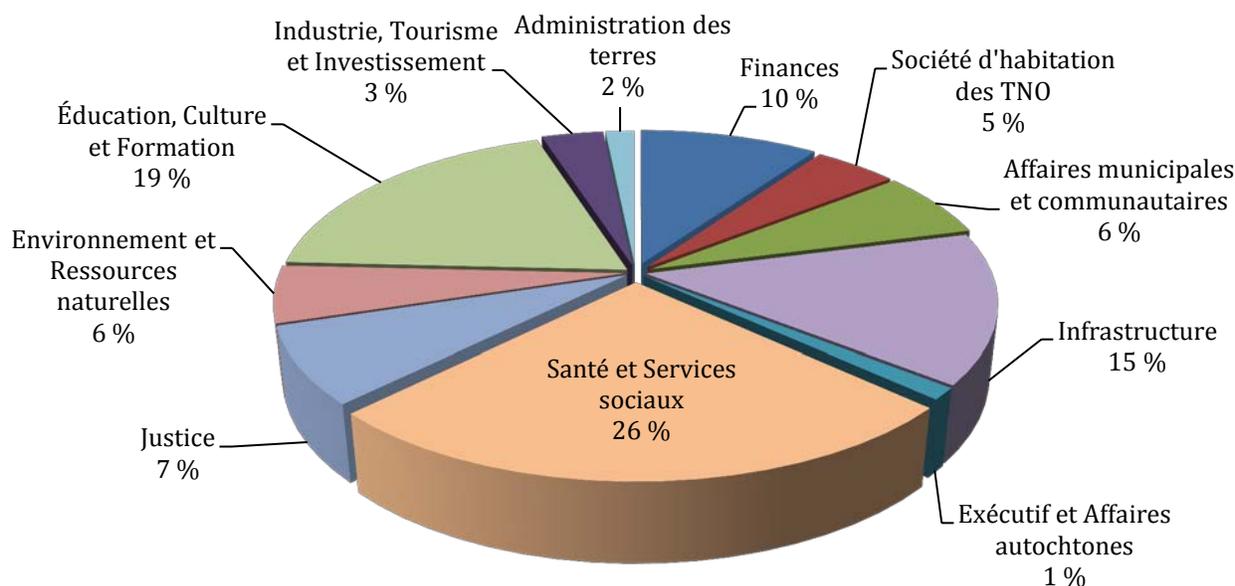


Dépenses de fonctionnement

Le budget de 2017-2018 propose des dépenses de fonctionnement de 1,66 milliard de dollars, dont 1 milliard (63 %) est alloué aux programmes sociaux comme l'éducation, les soins de santé, les services sociaux, le logement, les services de police et les services correctionnels.

Les dépenses de fonctionnement devraient diminuer de 6 millions de dollars par rapport au budget principal des dépenses de 2016-2017, malgré 32 millions de dollars en nouvelles initiatives. L'augmentation de 23 millions de dollars des coûts des programmes en place (croissance forcée) et d'autres rajustements totalisant 7 millions de dollars seront compensés par la somme de 41 millions de dollars non déboursés pour des programmes temporisés et des réductions de 27 millions de dollars à divers budgets ministériels.

Dépenses de fonctionnement pour 2017-2018, par ministère



Initiatives

Le budget de 2017-2018 propose 32 millions de dollars en nouvelles initiatives et ajoute 23 millions de dollars pour l'augmentation des coûts et l'amélioration des programmes actuels. Compte tenu du contexte budgétaire difficile, les nouvelles initiatives sont financées à même les économies ou les budgets de programmes terminés, ainsi que par diverses réductions. Cette approche – qui cadre avec le dernier budget – donne à la 18^e Assemblée législative la flexibilité nécessaire pour concrétiser ses priorités sans compromettre la santé budgétaire du GTNO.

Les initiatives annoncées dans le budget de 2017-2018 sont centrées sur les cinq priorités de l'Assemblée : l'éducation et la jeunesse, le coût de la vie, le mieux-être communautaire et la sécurité, l'économie, l'environnement et le changement climatique ainsi que la gouvernance.

Éducation, formation et développement des jeunes

Le budget alloue 5 millions de dollars à trois initiatives visant à habiller les jeunes à apprendre, à se perfectionner et à acquérir de l'expérience utile. Ces initiatives comprennent :

- 3 millions de dollars pour soutenir la création d'emplois pour les habitants des petites collectivités.
- 1,5 million de dollars pour compenser en partie les coûts prévus de la mise en place du programme de prématernelle.
- 500 000 \$ pour soutenir la candidature conjointe de Hay River et de Fort Smith pour les Jeux d'hiver de l'Arctique 2018.

Coût de la vie

Le budget de 2017-2018 propose 2,5 millions de dollars en initiatives liées au coût de la vie :

- 2 millions de dollars pour l'augmentation des indemnités de nourriture, de vêtements et de frais divers allouées aux personnes qui reçoivent de l'aide au revenu.
- 500 000 \$ en financement supplémentaire pour les aînés admissibles qui entreprennent des rénovations dans leur résidence de sorte à pouvoir y rester plus longtemps.

Mieux-être communautaire et sécurité

Ces initiatives totalisent 2,8 millions dans le budget de 2017-2018. Elles visent à produire des effets positifs sur la santé, tant mentale que physique, des résidents des TNO.

- 877 000 \$ à l'Agence des services communautaires t̄ich̄o pour l'agrandissement de la résidence pour personnes âgées Jimmy Erasmus à Behchok̄o.
- 750 000 \$ en soutien à des mesures de lutte contre l'itinérance et la toxicomanie :
 - 520 000 \$ pour l'établissement d'un centre de désintoxication à Yellowknife;
 - 230 000 \$ en financement supplémentaire au refuge de jour de Yellowknife.
- 616 000 \$ pour la mise en place d'une ligne téléphonique d'urgence 911.
- 331 000 \$ pour répondre aux besoins découlant du transfert des responsabilités et de la gestion de l'utilisation des terres pour les programmes de santé et de services sociaux.
- 88 000 \$ pour pallier l'augmentation des coûts des espaces de location des Tribunaux du mieux-être.
- 50 000 \$ pour rajuster le financement des refuges pour sans-abri en fonction de l'indice des prix à la consommation, leurs coûts ayant augmenté en raison de la hausse des prix.
- 46 000 \$ pour la mise en place de la nouvelle *Loi sur la santé mentale*.

Économie, environnement et changement climatique

Le budget de 2017-2018 alloue 14,9 millions de dollars à de nouvelles initiatives de soutien au développement économique, à la croissance démographique, à l'amélioration de l'efficacité énergétique et à l'adaptation au changement climatique.

- 14 millions de dollars pour différents aspects du projet de liaison par fibre optique dans la vallée du Mackenzie :
 - 10,845 millions de dollars pour le paiement principal à l'entrepreneur du projet;
 - 2,531 millions de dollars pour établir l'accès aux terres ainsi que le droit d'utilisation incontestable de l'emprise du projet le long de la route de construction, de même que pour d'autres coûts liés au projet;

- 611 000 \$ pour payer les frais d'administration provisoires du projet.
- 132 000 \$ pour pourvoir un poste d'agent d'investissement et d'immigration.
- 130 000 \$ pour engager un coordonnateur de systèmes d'aéronef sans pilote.
- 601 000 \$ en transferts supplémentaires aux collectivités pour les services d'aqueduc et d'égout.

Gouvernance : renforcer la responsabilisation, la transparence et la collaboration

Les initiatives proposées à l'appui de la priorité de la 18^e Assemblée législative, à savoir accroître l'efficacité de l'administration, totalisent 6,2 millions de dollars en 2017-2018. Ces initiatives visent à améliorer la prestation des programmes et des services gouvernementaux.

- 5,498 millions de dollars en financement ponctuel pour la construction de 46 unités locatives destinées aux membres de la GRC dans le cadre d'un effort concerté entre la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest (SHTNO), le ministère de la Justice du GTNO et la GRC. Les 46 unités seront réparties comme suit : 18 à Inuvik, 3 à Norman Wells, 12 à Hay River, 6 à Fort Smith et 7 à Fort Simpson.
- 528 000 \$ pour financer les activités des administrations communautaires ainsi que les activités d'entretien.
- 95 000 \$ pour la création d'un centre de service à guichet unique dans la réserve de Hay River.
- 87 000 \$ pour l'amélioration des communications et des services en français.

Dépenses accrues pour les programmes et services actuels

Quand on parle de nouvelles dépenses, on pense souvent au financement de nouvelles initiatives, mais le budget de fonctionnement prévoit aussi des fonds pour les programmes déjà en place. Ces fonds couvriront autant les coûts découlant de l'augmentation de la demande pour les programmes que ceux de l'inflation. Le budget de 2017-2018 alloue 23 millions de dollars pour absorber cette augmentation des coûts. La majeure partie de ce financement est allé au ministère de la Santé et des Services sociaux (16 millions de dollars) et à celui de l'Éducation, de la Culture et de la Formation (3 millions de dollars).

- 220 000 \$ en financement au soutien des procédures de confinement en milieu scolaire.
- 2 220 000 \$ pour une hausse de la clientèle de l'Aide au revenu.
- 53 000 \$ pour l'ajustement du financement aux refuges en fonction de la hausse de l'Indice des prix à la consommation.
- 221 000 \$ pour l'augmentation du taux de l'allocation de vie dans le Nord de l'AETNO.
- 237 000 \$ pour couvrir les coûts supplémentaires liés à la prestation de services de l'effectif de gestion forestière.

- 250 000 \$ pour les augmentations du crédit d'impôt pour le coût de la vie.
- 200 000 \$ pour les dépenses supplémentaires en intérêts sur la dette à long terme.
- 3 246 000 \$ pour les coûts supplémentaires de placements pour adultes dans des établissements du Sud.
- 238 000 \$ pour des coûts supplémentaires d'entretien et de licences relativement à de l'équipement et à des logiciels pour les soins de santé.
- 760 000 \$ pour les coûts supplémentaires en fournitures de soins de santé.
- 120 000 \$ pour couvrir des coûts supplémentaires encourus par des refuges pour victimes de violence familiale.
- 200 000 \$ pour le contrat de services de sécurité de l'Hôpital Stanton.
- 105 000 \$ pour les coûts de fonctionnement supplémentaires du foyer collectif d'Inuvik.
- 189 000 \$ pour les coûts de fonctionnement supplémentaires encourus par les foyers collectifs communautaires Charlotte Vehus et Billy Moore.
- 6 422 000 \$ en augmentation de financement pour couvrir le manque à gagner relatif aux coûts des déplacements pour raisons médicales.
- 2 829 000 \$ en contribution supplémentaire à l'Administration des services de santé et des services sociaux de Hay River.
- 296 000 \$ en coûts de fonctionnement supplémentaires pour le nouveau Centre de santé de Norman Wells.
- 51 000 \$ pour faire passer le poste d'agent d'entretien des parcs territoriaux de saisonnier à annuel.
- 132 000 \$ pour un poste d'agent de développement touristique dans la région du Slave Nord pour répondre à la demande accrue de services.
- 375 000 \$ pour les ajustements à l'inventaire des actifs pour couvrir les coûts d'entretien des nouveaux actifs du GTNO mis en service.
- 44 000 \$ en financement supplémentaire pour la construction et l'entretien de la route d'hiver de Wekweèti.
- 698 000 \$ pour les coûts supplémentaires relatifs aux contrats de la route d'hiver et de la route de la région de Fort Simpson.
- 298 000 \$ pour couvrir les coûts supplémentaires de fonctionnement et d'entretien de la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk.
- 224 000 \$ pour augmenter le nombre d'officiers du shérif afin de répondre à la demande accrue en services judiciaires.

- 69 000 \$ pour donner suite aux recommandations formulées dans le rapport de la Commission sur la rémunération de la magistrature.
- 1 074 000 \$ pour financer les améliorations à apporter aux services fournis par la GRC.
- 90 000 \$ pour pallier les manques à gagner du Programme de subvention pour les recettes tirées de l'impôt foncier.
- 2 503 000 \$ pour l'augmentation des coûts liés au réseau informatique et à d'autres ajustements divers.

Infrastructures

Le budget des immobilisations de 2017-2018 du GTNO, qui a été approuvé en octobre 2016, prévoit des investissements de 266 millions de dollars dans les programmes d'infrastructures du GTNO, incluant une enveloppe de 28 millions de dollars pour les infrastructures communautaires. En comptant l'investissement de 24 millions de dollars proposés dans le budget principal des dépenses pour la Société d'habitation des TNO (SHTNO), le total des investissements prévus dans les infrastructures s'élève à 290 millions de dollars en 2017-2018.

Les administrations communautaires recevront 15,3 millions de dollars de la taxe sur l'essence, et 28,9 millions de dollars du Fonds pour l'infrastructure de transport en commun et du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées en 2017-2018.

Faits saillants du budget de dépenses en immobilisations :

- 93 millions de dollars pour des remplacements et des rénovations dans les établissements de santé, dont le financement nécessaire à la construction du nouvel hôpital territorial Stanton.
- 76 millions de dollars pour construire des routes, des routes d'hiver, des ponts et des ponceaux, y compris le financement de la route reliant Inuvik à Tuktoyaktuk et de différents projets routiers présentés dans le cadre du nouveau plan Chantiers Canada.
- 28 millions de dollars pour continuer à financer les besoins en infrastructures des administrations communautaires.
- 23 millions de dollars pour de nouveaux établissements d'enseignement et la rénovation d'établissement existants.
- 15 millions de dollars pour poursuivre la construction du centre correctionnel territorial pour femmes à Fort Smith.

Le GTNO doit toujours composer avec des difficultés pour ce qui d'entretenir ses actifs existants, d'améliorer l'offre de logements et de satisfaire aux exigences législatives. En libérant des ressources financières au moyen de compressions dans le budget de fonctionnement, il parvient à allouer des fonds à des investissements en infrastructure qui ne seraient autrement pas faisables. Ces investissements stratégiques permettront aux TNO de réaliser leur plein potentiel économique et d'étudier les possibles mesures d'adaptation au changement climatique.

Sommaire des résultats

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses pour 2017-2018	Budget des dépenses révisé pour 2016-2017	Budget principal des dépenses pour 2016-2017	Chiffres réels pour 2015-2016
RECETTES	1,859,038	1,846,054	1,809,762	1,833,237
DÉPENSES D'EXPLOITATION				
Rémunération et avantages sociaux	362,436	369,401	369,141	379,866
Subventions, contributions et transferts	762,211	772,286	773,054	774,445
Amortissement	95,931	89,326	89,326	83,870
Facturation interne	18,680	18,362	18,332	19,900
Matériel et logiciels informatiques	11,429	7,872	7,876	7,729
Services contractuels	213,892	211,836	210,984	205,636
Actifs contrôlables	3,019	3,155	3,305	5,857
Frais et paiements	86,373	85,012	84,950	105,131
Intérêts	11,378	11,202	11,202	9,429
Perte sur la vente de biens	-	-	-	780
Matériel et fournitures	19,621	20,697	20,802	25,497
Services achetés	13,153	13,042	13,045	16,077
Déplacements	18,376	18,797	18,380	17,285
Services publics	37,606	39,530	39,530	37,873
Provisions pour moins-value	2,419	2,419	2,419	3,081
TOTAL DES DÉPENSES D'EXPLOITATION À ÊTRE MIS AUX VOIX	1,656,524	1,662,937	1,662,346	1,692,456
EXCÉDENT D'EXPLOITATION (DÉFICIT) AVANT LES AJUSTEMENTS	202,514	183,117	147,416	140,781
Contributions à l'infrastructure	(28,402)	(31,473)	(28,402)	(29,002)
Travaux d'entretien reportés	(2,000)	(2,939)	-	(1,918)
Profit net du Fonds de stabilisation des produits pétroliers (perte)	(100)	115	94	(182)
Réserve supplémentaire	(35,000)	(43,000)	(30,000)	-
Écarts estimés des crédits	30,000	20,000	30,000	-
TRAVAUX EFFECTUÉS AU NOM DE TIERS				
Recouvrements	73,546	101,112	89,526	81,115
Dépenses	(73,546)	(101,112)	(89,526)	(81,115)
EXCÉDENT D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE	167,012	125,820	119,108	109,679
EXCÉDENT ACCUMULÉ EN DÉBUT D'EXERCICE	1,657,395	1,531,575	1,518,855	1,421,896
EXCÉDENT ACCUMULÉ EN FIN D'EXERCICE	1,824,407	1,657,395	1,637,963	1,531,575

Sommaire des recettes

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses pour 2017- 2018	Budget des dépenses révisé pour 2016-2017	Budget principal des dépenses pour 2016- 2017	Chiffres réels pour 2015-2016
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU CANADA	1,232,439	1,219,888	1,219,888	1,232,755
PAIEMENTS DE TRANSFERT	186,329	187,382	170,660	194,153
RECETTES FISCALES				
Impôt sur le revenu	113,268	119,716	110,603	109,837
Impôt des sociétés	83,723	73,477	60,003	25,010
Taxe sur le tabac	15,624	15,742	15,760	16,191
Taxe sur le carburant	19,465	19,306	18,877	19,750
Impôt sur le salaire	42,525	41,965	41,448	42,085
Impôt foncier et taxes scolaires	25,364	29,463	23,360	28,380
Taxe sur les primes d'assurance de base	4,500	4,500	4,500	4,755
Taxe sur les primes d'assurance en cas d'incendie	350	350	350	406
	304,819	304,519	274,901	246,414
Recettes tirées des ressources non renouvelables				
Frais liés aux licences, aux loyers, et autres frais	2,380	12,441	2,287	2,414
Redevances minières, pétrolières et gazières	43,370	43,060	59,810	55,759
Frais d'exploitation de carrière	250	250	250	173
	46,000	55,751	62,347	58,346
RECETTES GÉNÉRALES				
Fonds renouvelable - Recettes nettes	23,545	23,281	23,281	23,548
Redevances réglementaires	35,789	24,412	27,542	24,442
Recettes de placement	805	805	805	4,364
Baux	5,905	5,630	5,630	6,008
Programmes	17,927	20,022	20,344	21,996
Subventions non financières	583	593	593	445
Services et divers	1,897	771	771	1,622
Recouvrement de dépenses d'exercices précédents	3,000	3,000	3,000	19,144
	89,451	78,514	81,966	101,569
RECETTES TOTALES	1,859,038	1,846,054	1,809,762	1,833,237

Sommaire des dépenses de fonctionnement, par ministère

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses pour 2017-2018	Budget des dépenses révisé pour 2016- 2017	Budget principal des dépenses pour 2016-2017	Chiffres réels pour 2015- 2016
Ministère				
Assemblée législative	19,336	19,336	19,336	20,307
Éducation, Culture et Formation	314,879	315,848	315,848	312,186
Environnement et Ressources naturelles	91,517	90,315	90,315	110,513
Exécutif et Affaires autochtones	19,194	19,194	19,194	18,898
Finances	235,743	238,734	238,734	242,515
Santé et Services sociaux	423,457	414,519	414,234	424,773
Industrie, Tourisme et Investissement	55,511	59,870	59,870	62,438
Infrastructure	240,419	245,578	245,270	241,105
Justice	123,417	127,200	127,092	129,512
Administration des terres	26,291	28,143	28,253	27,284
Affaires municipales et communautaires	106,760	104,200	104,200	102,925
	1,656,524	1,662,937	1,662,346	1,692,456
Catégorie de dépense				
Rémunération et avantages sociaux	362,436	369,401	369,141	379,866
Subventions, contributions et transferts	762,211	772,286	773,054	774,445
Amortissement	95,931	89,326	89,326	83,870
Facturation interne	18,680	18,362	18,332	19,900
Matériel et logiciels informatiques	11,429	7,872	7,876	7,729
Services contractuels	213,892	211,836	210,984	205,636
Actifs contrôlables	3,019	3,155	3,305	5,857
Frais et paiements	86,373	85,012	84,950	105,131
Intérêts	11,378	11,202	11,202	9,429
Perte sur la vente d'actifs	-	-	-	780
Matériel et fournitures	19,621	20,697	20,802	25,497
Services achetés	13,153	13,042	13,045	16,077
Déplacements	18,376	18,797	18,380	17,285
Services publiques	37,606	39,530	39,530	37,873
Provisions pour moins-value	2,419	2,419	2,419	3,081
	1,656,524	1,662,937	1,662,346	1,692,456

Sommaire des investissements en infrastructures, par ministère

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses pour 2017- 2018	Budget des dépenses révisé 2016- 2017	Budget principal des dépenses pour 2016- 2017	Chiffres réels pour 2015-2016
Immobilisations corporelles				
Assemblée législative	-	318	200	234
Éducation, Culture et Formation	23,211	11,896	7,899	5,551
Environnement et Ressources naturelles	3,439	30,514	27,939	11,796
Finances	1,325	1,475	1,325	955
Santé et Services sociaux	13,140	66,000	20,477	28,259
Ressources humaines	-	-	-	175
Industrie, Tourisme et Investissement	3,773	6,435	3,598	4,295
Infrastructure - Travaux publics et Services	12,017	26,579	16,977	13,211
Infrastructure - Transports	79,694	134,998	71,891	112,985
Justice	16,683	26,309	9,078	4,806
Administration des terres	110	1,768	1,350	113
	153,392	306,292	160,734	182,380
Contributions à l'infrastructure				
Éducation, Culture et Formation	400	510	400	598
Affaires municipales et communautaires	28,002	29,360	28,002	28,402
	28,402	29,870	28,402	29,000
Travaux d'entretien reportés (autres que immobilisations)				
Éducation, Culture et Formation	-	798	-	-
Santé et Services sociaux	-	969	-	344
Infrastructure - Travaux publics et Services	2,000	922	-	1,513
Infrastructure - Transports	-	140	-	10
	2,000	2,829	-	1,867
Partenariats public-privé				
Finances	-	91,000	91,000	65,007
Santé et Services sociaux	82,331	58,847	40,000	36,630
	82,331	149,847	131,000	101,637
Total du budget principal des dépenses	266,125	488,838	320,136	314,884

Sommaire de la dette et de la capacité d'emprunt prévue

	(en milliers de dollars)			
	Budget principal des dépenses pour 2017-2018	Budget des dépenses révisé pour 2016-2017	Budget principal des dépenses pour 2016-2017	Chiffres réels pour 2015-2016
DETTE À COURT TERME				
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	305,000	320,000	312,000	244,803
Administration des services de santé et des services sociaux de Hay River	1,000	1,000	1,000	-
Société d'hydro des TNO	30,000	30,000	20,000	32,600
	336,000	351,000	333,000	277,403
DETTE À LONG TERME				
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest				
Pont de Deh Cho - obligations à rendement réel	177,562	176,295	178,427	177,801
Contrat de location-acquisition pour la Liaison à fibre optique de la vallée du Mackenzie	81,000	81,000	-	65,007
Dette de l'Hôpital territorial Stanton	133,500	80,900	-	13,730
Société canadienne d'hypothèque et de logement	521	595	597	666
Organismes publics :				
Société d'hydro des TNO	227,226	231,146	230,272	182,547
Société d'habitation des TNO	8,256	9,063	9,189	9,911
Écoles catholiques de Yellowknife	663	1,417	855	2,130
TOTAL DE LA DETTE	964,728	931,416	752,340	729,195
OBLIGATIONS AU TITRE DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION				
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	950	1,835	1,816	2,665
Société d'hydro des TNO	17,571	17,976	17,976	18,568
Société d'habitation des TNO	-	-	-	53
GARANTIES D'EMPRUNT				
Autres organismes publics	-	-	250	-
Société d'habitation des TNO	15,805	19,006	19,149	21,926
TOTAL DES EMPRUNTS BRUTS EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LES EMPRUNTS	999,054	970,233	791,531	772,407
MOINS :				
FONDS D'AMORTISSEMENT GREVÉS D'AFFECTATIONS D'ORIGINE EXTERNE				
Société d'hydro des TNO	(9,518)	(8,749)	(8,749)	(8,717)
EMPRUNTS TERRITORIAUX	989,536	961,484	782,782	763,690
LIMITE D'EMPRUNTS TERRITORIAUX	1,300,000	1,300,000	1,300,000	1,300,000
POUVOIR D'EMPRUNT DISPONIBLE À DES FINS DE PLANIFICATION BUDGÉTAIRE	310,464	338,516	517,218	536,310

Taux d'imposition provinciaux et territoriaux au 26 janvier 2017

	Taux marginal maximum combiné d'impôt sur le revenu ^(a) (%)	Taxe de vente au détail (%)	Taxe sur les carburants ^(b)		Taxe sur le tabac ^(c) (\$ par carton)	Impôt sur le salaire ^(d) (%)	Impôt des sociétés		Impôt sur le capital des institutions financières (%)
			Essence (¢ par litre)	Diesel (¢ par litre)			Petites (%)	Grandes (%)	
Territoires du Nord-Ouest ^(f)	47.05	-	10.7	9.1	57.20	2.00	4.0	11.5	-
Nunavut	44.50	-	6.4	9.1	50.00	2.00	4.0	12.0	-
Yukon	48.00	-	6.2	7.2	42.00	-	3.0	15.0	-
Colombie-Britannique	47.70	7.0	21.17	22.67	47.80	-	2.5	11.0	-
Alberta	48.00	-	17.49	18.35	50.00	-	3.0	12.0	-
Saskatchewan	48.00	5.0	15.0	15.0	50.00	-	2.0	12.0	3.25
Manitoba	50.40	8.0	14.0	14.0	59.00	2.15	0.0	12.0	6.00
Ontario	53.53	8.0	14.3	14.7	30.95	1.95	4.5	11.5	1.25
Québec	53.31	9.975	19.2	20.2	29.80	4.26	8.0	11.8	1.25
Nouveau-Brunswick	53.30	10.0	15.5	21.5	44.52	-	4.0	14.0	5.0
Nouvelle-Écosse	54.00	10.0	15.5	15.4	55.04	-	3.0	16.0	4.0
Île-du-Prince-Édouard	51.37	10.0	13.1	20.2	50.00	-	4.5	16.0	5.0
Terre-Neuve-et-Labrador ^(g)	51.30	10.0	33.0	21.5	49.00	2.00	3.0	15.0	6.0
Moyenne pondérée ^(h)	51.72	7.3	17.0	17.5	38.07	1.84	4.5	11.8	1.41

Notes :

(a) Plus hauts taux combinés de l'impôt sur le revenu et de la surtaxe sur les particuliers (fédéral-provincial-territorial), en vigueur pour l'année d'imposition 2017.

(b) Le taux de la taxe sur l'essence vendue le long des routes aux TNO est de 6,4 cents le litre. Les taux de la taxe sur le carburant de la Colombie-Britannique comprennent la taxe sur le carbone, qui sont uniformes dans toute la province, mais la taxe sur le carburant de la C.-B. comprend les surtaxes à Victoria et dans le Lower Mainland. Les taux de la taxe sur le carburant du Québec varie aussi par région. Celle de l'Alberta comprend la taxe sur le carbone.

(c) La Colombie-Britannique, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse, l'Ontario et la Saskatchewan appliquent la taxe de vente sur les produits du tabac. ADD about NWT

(d) Les TNO et le Nunavut prélèvent un impôt sur le salaire des employés. Les autres provinces qui prélèvent de l'impôt sur le salaire accordent des exemptions aux petites entreprises, où les taux varient en fonction de l'importance de la masse salariale.

(e) L'Ontario et le Québec prélèvent un impôt sur le capital des institutions d'assurance-vie. La Saskatchewan et le Manitoba prélèvent aussi un impôt sur le capital des sociétés de la Couronne provinciales.

(f) À compter du 1^{er} avril 2017, les TNO augmenteront la taxe sur les cigarettes à 60,80 \$.

(g) Les individus paient un impôt temporaire pour la réduction du déficit allant jusqu'à 900 \$ du 1^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2019.

(h) La moyenne est pondérée selon les populations provinciales ou territoriales au 1^{er} juillet 2016.